Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_1-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921020001

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

VIE INSTITUTIONNELLE – Installation d'un nouveau conseiller communautaire à la suite de la démission de M. Daniel CORDILLOT

Rapporteur :
Paul-Antoine de CARVILLE

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 58
Présents : 50
Pouvoirs : 8
Absents : 3

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code électoral, notamment les articles L. 273-8 et L. 273-10 ;

VU le courrier informant de la démission de Monsieur Daniel CORDILLOT en tant que conseiller communautaire en date du 16 juillet 2026 ;

VU le courrier informant de la démission de Madame Catherine ARNOULT en tant que conseiller communautaire en date du 16 août 2026 ;

VU la liste de candidats issue des élections municipales de mars 2026 pour la commune de Saint-Martin-du-Tertre ;

Considérant que la démission d'un conseiller communautaire entraîne de fait la fin de son mandat ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'installation de son remplaçant conformément aux dispositions légales.

Par courrier en date du 16 juillet 2026, Monsieur Daniel CORDILLOT, conseiller communautaire, a présenté sa démission de son mandat au sein de l'assemblée de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais. Cette démission est devenue effective dès la réception dudit courrier.

Conformément aux articles L. 273-8 et L. 273-10 du Code électoral, lorsqu'un siège devient vacant au sein d'un Conseil communautaire, celui-ci est pourvu par le candidat de même sexe élu conseiller municipal suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le conseiller à remplacer a été élu. Pour les communes de 1 000 habitants et plus ne disposant que d'un seul conseiller communautaire, le principe de parité ne trouve pas à s'appliquer.

Le deuxième alinéa de l'article L. 237-10 du Code électoral précise que "*Lorsqu'il n'y a plus de candidat élu conseiller municipal pouvant le remplacer sur la liste des candidats au siège de conseiller communautaire, le siège est pourvu par le premier conseiller municipal de même sexe élu sur la liste correspondante des candidats aux*

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_1-DE

sièges de conseiller municipal n'exerçant pas de mandat de conseiller communautaire. Toutefois, lorsque la commune ne dispose que d'un siège de conseiller communautaire, le siège est pourvu par le premier conseiller municipal élu sur la liste correspondante des candidats aux sièges de conseiller municipal n'exerçant pas de mandat de conseiller communautaire".

Il convient donc de repartir du début de la liste aux élections municipales, sans tenir compte du sexe. En effet, ce n'est qu'à partir du moment où une commune dispose d'au moins deux sièges que le principe de parité doit s'appliquer.

Après vérification de la liste issue des élections municipales de mars 2026, Monsieur Denis PARIS serait ainsi appelé à exercer le mandat de conseiller communautaire titulaire et Monsieur Alain PICQ celui de suppléant, en raison des incompatibilités de Madame KABAT et de Madame STETTLER, et du courrier de Madame ARNOULT.

Il est donc proposé au Conseil communautaire de constater cette démission et de procéder à l'installation de Monsieur Denis PARIS en qualité de conseiller communautaire représentant la commune de Saint-Martin-du-Tertre.

Le Conseil communautaire

ARTICLE 1er :

PREND ACTE de la démission de Monsieur Daniel CORDILLOT, conseiller communautaire.

ARTICLE 2 :

INSTALLE Monsieur Denis PARIS, suivant sur la liste municipale de la commune de Saint-Martin-du-Tertre, en qualité de conseiller communautaire représentant la commune de Saint-Martin-du-Tertre conformément aux dispositions du Code électoral.

Annexe
Lettres de démission

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Pabl Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_2-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921020002

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS – Approbation du projet de Pacte de Gouvernance et de Solidarité Territoriale (2026 – 2032) de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais

Rapporteur :
Paul-Antoine de CARVILLE

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Arrivée de Ouardiya BOUDJEMLINE

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-10, L. 5211-10-1, L. 5211-11-1 et L. 5211-11-2 ;

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment son article 1er ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRCL/2015/0512 du 17 décembre 2015 portant transformation de la Communauté de communes du Sénonais en Communauté d'agglomération, ainsi que l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/83CL/2025/0060 du 20 janvier 2025 portant approbation des statuts mis à jour de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais ;

VU la délibération n° DEL260415020002 du Conseil communautaire du 15 avril 2026 portant élection du Président de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais ;

VU la délibération n° DEL260518020002 du Conseil communautaire du 18 mai 2026 portant débat sur l'élaboration du Pacte de gouvernance, approbation du calendrier de concertation et création officielle de la Conférence des Maires ;

VU la délibération n° DEL260518020003 du Conseil communautaire du 18 mai 2026 portant adoption du Règlement Intérieur du Conseil communautaire pour la mandature 2026-2032 ;

Considérant qu'à la suite du renouvellement général des conseils municipaux et communautaires des mois de mars et avril 2026, l'établissement d'un Pacte de gouvernance constitue un acte politique majeur visant à organiser les relations entre l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et ses 27 communes membres ;

Considérant que le projet de Pacte de Gouvernance et de Solidarité Territoriale (2026 – 2032) réaffirme les principes fondamentaux de proximité, de solidarité, de subsidiarité, de neutralité financière et d'équité de traitement entre l'ensemble des communes de l'agglomération ;

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_2-DE

Considérant les travaux menés au sein des groupes de travail thématiques, notamment le Groupe de Travail n°1 du 16 juillet 2026 consacré à la coopération intercommunale, à la mutualisation et au soutien en ingénierie aux communes ;

Considérant qu'il convient d'arrêter le projet de Pacte de Gouvernance et de Solidarité Territoriale 2026-2032, annexé à la présente délibération, afin de le soumettre pour avis aux conseils municipaux des communes membres, avant son adoption définitive par le Conseil communautaire.

La démarche d'élaboration du Pacte de Gouvernance et de Solidarité Territoriale a été formellement lancée par la délibération n° DEL260518020002 du 18 mai 2026. Cette délibération de cadrage a approuvé le calendrier de concertation, acté la création officielle de la Conférence des Maires et posé les jalons méthodologiques de la démarche.

Prise en application de l'article L. 5211-11-2 du Code général des collectivités territoriales, issu de la loi Engagement et Proximité, cette initiative vise à formaliser les règles du jeu politique, institutionnel, financier et administratif régissant les relations entre la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais et ses vingt-sept communes-membres pour l'ensemble de la mandature 2026-2032.

L'ambition centrale de ce pacte est d'affirmer le rôle de l'agglomération comme un centre de ressources, d'expertise et de solidarité au service des communes, de leurs maires et de leurs conseils municipaux. Ce soutien renforcé se traduit en premier lieu par la sanctuarisation financière des fonds de concours, dont le nouveau règlement entrant en vigueur au 1er janvier 2027 vise une enveloppe pluriannuelle de 500 000 euros par an.

Le Pacte de Gouvernance s'établit selon 4 grandes parties détaillant le fonctionnement et l'organisation de l'agglomération et la nature des relations qu'elle entend entretenir avec ses communes.

Partie 1 : La Gouvernance Politique et les Instances Décisionnelles
La gouvernance politique s'articule autour de la Conférence des Maires qui réunit mensuellement l'ensemble des maires du territoire pour débattre en amont des grands sujets stratégiques et garantir une codécision apaisée. Le suivi opérationnel et l'arbitrage exécutif sont assurés par le conseil exécutif réunissant le Président et les dix vice-présidents.

Le document rappelle la précision juridique selon laquelle le Bureau communautaire ne dispose pas de délégations délibératives du Conseil, tandis que le Conseil communautaire réunissant les soixante-deux conseillers conserve sa pleine souveraineté pour délibérer sur le budget, les tarifs et les orientations générales etc.

Partie 2 : La Gouvernance Institutionnelle, Technique et Partenariale
La gouvernance technique s'appuie sur des Groupes de Travail thématiques prioritaires consacrés aux déchets, aux fonds de concours et aux mutualisations. Au cours du mandat, d'autres groupes de travail thématiques ad hoc pourront être constitués après accord de la Conférence des Maires.

Le fonctionnement des instances réglementaires est réaffirmé, à savoir la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) garante du neutralisme financier, le Comité de suivi de la mutualisation Ville/CAGS, la Commission de Contrôle Financier, la Commission Consultative des Services Publics Locaux ainsi que la Commission d'Appel d'Offres et de Délégation de Service Public.
En outre, le Conseil de Développement Durable est pleinement maintenu et pérennisé au-delà du 31 décembre 2026 dans le cadre de la démarche de Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO), son renouvellement devant intervenir fin 2026 après sa contribution à l'élaboration du futur Projet de Territoire.

Partie 3 : La Gouvernance Financière, Fiscale et de Solidarité
La stratégie budgétaire s'appuie sur la mise en œuvre du Pacte Financier, Fiscal et de Solidarité (PFFS) qui encadre l'attribution des fonds de concours, le partage de la Taxe d'Aménagement et la maîtrise des attributions de compensation. Face aux contraintes financières, l'année 2027 verra le lancement d'une Revue Générale des Politiques Publiques (RGPP) visant à analyser l'utilité et le coût complet de chaque service public.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_2-DE

Partie 4 : Communication, Transparence et Modernisation des Services
L'agglomération garantit une transparence absolue envers l'ensemble des conseillers municipaux des vingt-sept communes à travers l'envoi systématique des résumés de délibérations sous huit jours, la présentation annuelle du rapport d'activité et la création de messageries génériques dédiées. Sur le plan administratif, l'année 2027 concrétise le déploiement du plan d'administration CAP 2032, qui réorganise l'administration unifiée autour de six pôles métiers et de deux directions autonomes d'innovation et de ressources humaines. Enfin, cette modernisation se traduit auprès des usagers et des élus par le guide des bonnes pratiques relatifs à la relation usagers, qui fixe des normes exigeantes de réactivité, de traçabilité et de qualité de service.

Conformément à l'article L. 5211-11-2 du Code général des collectivités territoriales, le projet de Pacte de Gouvernance et de Solidarité Territoriale est transmis pour avis aux conseils municipaux des vingt-sept communes-membres. Ceux-ci disposent d'un délai de deux mois à compter de la transmission du projet pour se prononcer.

Cette consultation constitue une étape essentielle de la démarche engagée en mai 2026. Elle permet à chacune des communes-membres de prendre connaissance du projet dans son ensemble, de formuler ses observations et de se prononcer sur les modalités de gouvernance et de coopération proposées pour la durée de la mandature.

Les avis ainsi recueillis seront pris en compte dans le cadre de la finalisation du Pacte et feront l'objet d'une présentation au Conseil communautaire. Le projet pourra, le cas échéant, être ajusté afin de tenir compte des observations formulées par les conseils municipaux, dans le respect du cadre juridique applicable.

À l'issue de cette procédure de consultation, le Pacte de Gouvernance et de Solidarité Territoriale 2026-2032 sera soumis au Conseil communautaire en vue de son adoption définitive, selon le calendrier prévisionnel arrêté pour décembre 2026.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE DES SUFFRAGE EXPRIMES :

ARTICLE 1 :
ARRÊTE le projet de Pacte de Gouvernance et de Solidarité Territoriale (2026 – 2032) de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais, tel qu'annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 :
PRÉCISE que le projet de Pacte de Gouvernance sera transmis à l'ensemble des maires des 27 communes-membres de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais afin qu'il puisse être porté à la connaissance de leurs conseils municipaux respectifs.

ARTICLE 3 :
PREND ACTE que ce projet de Pacte de Gouvernance constitue un document cadre évolutif, susceptible d'être ajusté ou enrichi par délibération du Conseil communautaire.

ARTICLE 4 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout acte s'y rapportant.

Détail des votes :
Nombre de votants : 59
Pour : 56
Contre : 0
Abstentions, blancs, nuls : 3 (Ludovic MASSARD, Luc BERNIER, et Marine VIGNE)
Nombre de suffrages exprimés : 56

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_2-DE

Annexe :
Projet de Pacte de Gouvernance

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_3-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921040003

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

VIE DE L'INSTITUTION – Stratégie et pilotage – Rapport d'activité 2025

Rapporteur :
Clarisse QUENTIN

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5211-16, et L. 5211-39, qui prévoit que le président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte financier unique arrêté par l'organe délibérant de l'établissement ;

VU le rapport d'observations définitives et sa réponse de la Chambre régionale des comptes de Bourgogne-Franche-Comté qui recommande d'établir sans délai un compte-rendu d'activité annuel conformément à l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la nécessité de se mettre en conformité avec les exigences réglementaires, à la suite des observations de la Chambre régionale des comptes de Bourgogne-Franche-Comté ;

Considérant le besoin de structurer la démarche d'évaluation des politiques publiques de l'agglomération ;

Considérant les enjeux de lisibilité et de transparence de l'action publique à l'égard des communes-membres de l'agglomération.

Le présent rapport d'activité constitue une étape structurante pour l'agglomération, dans la mesure où il s'agit du premier exercice formalisé de production d'un rapport annuel d'activité. Il marque une avancée significative en matière de transparence et de pilotage de l'action publique, en affirmant la volonté de l'agglomération de se doter d'un outil pérenne permettant de rendre compte, de manière claire et régulière, des politiques publiques conduites au service du territoire.

Cette démarche s'inscrit dans un contexte de mise en conformité avec les exigences réglementaires, à la suite des observations formulées par la Chambre régionale des comptes de Bourgogne-Franche-Comté, présentées devant le Conseil communautaire du 25 septembre 2025. Elle répond ainsi à un besoin de structuration des outils de pilotage, de suivi et d'évaluation des politiques publiques portées par l'agglomération, contribuant à renforcer la fiabilité et la lisibilité de son action, ainsi que la qualité de sa gouvernance.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_3-DE

Au-delà de cet enjeu, le rapport constitue un exercice de bilan de l'année 2025. Il présente de manière transversale les actions engagées, les projets menés et les résultats obtenus, offrant une vision d'ensemble de l'activité des services et des politiques publiques mises en œuvre. Il permet ainsi de valoriser le travail réalisé et d'objectiver les interventions de l'agglomération.
Sa réalisation s'appuie sur un travail structurant de cartographie des activités des services réalisé au cours du premier semestre 2026. Cette cartographie constitue un socle essentiel pour le développement des outils de suivi et d'évaluation, en facilitant la mise en place d'indicateurs et l'analyse des résultats. À ce titre, cette cartographie constitue un socle important pour le développement progressif des outils de pilotage, de suivi et d'évaluation de l'agglomération, en cohérence avec la délibération du 23 janvier 2025 qui instaurait un nouveau modèle de management de la performance durable de l'organisation.
Le rapport d'activité contribue ainsi à structurer le cycle annuel d'évaluation, de pilotage et d'aide à la décision de l'agglomération. Il contribue à dresser un état des lieux des réalisations et à identifier des axes de progression, dans une logique d'amélioration continue des politiques publiques. En articulant vision stratégique et analyse opérationnelle, il contribue à renforcer la cohérence, l'efficience et la lisibilité de l'action publique.
Au-delà de sa portée interne, le rapport d'activité a également vocation à constituer un outil de dialogue et de redevabilité à destination des communes-membres. En permettant une meilleure information sur les politiques publiques conduites à l'échelle communautaire, il contribue à renforcer la compréhension des interventions de l'agglomération, à nourrir les échanges entre l'intercommunalité et les communes-membres et à accompagner la dynamique engagée autour du futur Pacte de gouvernance.
Dans cette perspective, le rapport d'activité a vocation à devenir un véritable outil d'aide à la décision à destination des élus. En apportant des éléments d'analyse sur les actions menées et les moyens mobilisés, il permet d'éclairer les choix futurs et d'orienter les priorités de l'agglomération.
Enfin, le rapport d'activité constitue un appui important dans le cadre de la préparation budgétaire. En apportant aux élus des éléments consolidés d'analyse sur les actions conduites et les moyens mobilisés, il contribue à éclairer les arbitrages et les priorités de l'organisation.

Le Conseil communautaire

ARTICLE 1 :

PREND ACTE du Rapport d'activité de l'Agglomération du Grand Sénonais pour l'année 2025, tel qu'annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

DIT que le Rapport d'activité de l'agglomération du Grand Sénonais pour l'année 2025 sera transmis à chacune des communes membres, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, contribuant ainsi à l'information des conseils municipaux et au renforcement du dialogue territorial entre l'agglomération et ses 27 communes.

ARTICLE 3 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout acte s'y rapportant.

Annexe :
Rapport d'activités 2025

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_4-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921020004

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ADMINISTRATION GENERALE – Rapport relatif aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes Bourgogne Franche-Comté

Rapporteur :
Paul-Antoine de CARVILLE

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5211-1 et suivants ;

VU le Code des juridictions financières, et notamment les articles L. 243-6 et L. 243-9 ;

VU la délibération n°DEL250925020001 du Conseil communautaire en date du 25 septembre 2025 prenant acte du rapport d'observations de la Chambre Régionale des Comptes Bourgogne Franche-Comté 2024 ;

VU le rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes de Bourgogne-Franche-Comté relatif à la gestion de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais pour les exercices 2018 et suivants, notifié le 03 juillet 2025 ;

Considérant que la CRC BFC a procédé au contrôle de la gestion de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais pour les exercices 2018 et suivants ;

Considérant que le Président doit présenter devant le Conseil communautaire, dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives, un rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre régionale des comptes.

Les chambres régionales des comptes exercent à titre principal, sur les collectivités territoriales et leurs établissements publics, une triple compétence de jugement des comptes des comptables publics, d'examen de la gestion et de contrôle budgétaire. Elles ont aussi une mission d'évaluation des politiques publiques et des conditions de leur mise en œuvre au niveau local par leur contribution aux enquêtes thématiques diligentées par la Cour des Comptes.

En 2024, la CRC Bourgogne-Franche-Comté (CRC BFC) a engagé une procédure de contrôle des comptes et de la gestion sur la période 2018 et suivants. Le contrôle a porté sur l'analyse de la situation financière, la gestion des ressources humaines et les modalités de gouvernance. Sur la base des informations recueillies, un rapport d'observations définitives a été arrêté par la CRC et officiellement notifié à la commune le 03 juillet 2025. Ce dernier a fait l'objet d'un débat au sein de l'assemblée délibérante le 25 septembre 2025.

Dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives, un rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre régionale des comptes, doit être présenté devant

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_4-DE

le Conseil communautaire et transmis à la CRC BFC. Les éléments détaillés dans la présente délibération constituent le rapport souhaité.

RECOMMANDATION N°1 : Etablir sans délai un compte-rendu d'activité annuel conformément à l'article L. 5211-39 du CGCT.

Cette recommandation vise à assurer une information régulière du Conseil communautaire et des citoyens sur l'activité et les résultats de l'agglomération. La Chambre a souligné l'absence de rapport d'activité au niveau de l'organisation.

Actions entreprises : Une démarche d'évaluation des politiques publiques a été engagée, reposant sur la définition d'indicateurs de performance et de résultats ainsi que sur un recensement exhaustif des activités de l'établissement. Dans ce cadre, l'agglomération présente lors de la séance du Conseil communautaire du 21 septembre 2026 son rapport d'activité au titre de l'année 2025. Ce rapport a préalablement été présenté à l'ensemble des maires des communes-membres au mois de juillet 2026. Cette démarche s'inscrit plus largement dans la stratégie de Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO) engagée par l'agglomération et permet désormais de répondre à l'obligation de présentation annuelle du rapport d'activité.

RECOMMANDATION N°2 : Mettre en œuvre sans délai des procédures internes permettant de respecter le délai de paiement de 30 jours.

Cette recommandation souligne la nécessité de garantir le respect des délais réglementaires de paiement et améliorer le suivi de l'exécution financière de l'agglomération.

Actions entreprises : Un travail d'optimisation des procédures internes est engagé afin de garantir le respect strict du délai réglementaire. Des actions correctives, incluant la simplification du circuit de validation et le renforcement du suivi automatisé des échéances, sont en cours de déploiement. Un renforcement du suivi financier portant sur l'ensemble de la chaîne du mandatement a été engagé à travers notamment la formation des agents et la rigueur relative aux pièces justificatives. Ces actions participent à l'objectif de respect strict des délais réglementaires de paiement. Dans son rapport la Chambre avait noté pour 2023 un délai global de paiement de 31,56 jours. Le délai global de paiement en 2024 était de 25,17 jours (ordonnateur 21,87 et comptable 3,30 jours) et en 2025 de 27,29 jours (ordonnateur 22,20 et comptable 5,09 jours).

RECOMMANDATION N°3 : Respecter l'ensemble des obligations législatives et réglementaires relatives à l'information des citoyens et à la publicité des actes.

Cette recommandation a relevé l'absence de conformité de l'agglomération aux règles relatives à la publicité et à l'accessibilité des actes administratifs.

Actions entreprises : La mise en œuvre de l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 a été engagée, avec la tenue régulière des registres, la finalisation de leur reliure et la création des tables d'index nécessaires à la mise en ligne conforme des recueils réglementaires. Le suivi interne de l'exécution des délibérations permet par ailleurs de prévenir les risques liés à la mise en œuvre et au suivi des décisions prises par l'assemblée délibérante. Une plateforme dédiée à la publication et à l'archivage des actes administratifs autres que les délibérations, notamment les décisions et les arrêtés, sera également opérationnelle à la fin de l'année 2026. Ces différentes actions permettent ainsi de renforcer la sécurité juridique, la traçabilité et l'accessibilité des actes de l'agglomération. La mise à jour du règlement intérieur est également intervenue (n°DEL250327020023 du 27 mars 2025). Avec le renouvellement des instances communautaires en mars 2026, les mêmes exigences ont été posées avec la délibération n°DEL260518020003 du 18 mai 2026 relative à l'approbation du règlement intérieur du Conseil communautaire.

RECOMMANDATION N°4 : Rendre conformes les délégations de pouvoir attribuées au président et au bureau communautaire sur la base de l'article L. 5211 10 du CGCT.

La Chambre a souligné la nécessité de sécuriser la répartition des compétences déléguées entre le Président et le Bureau communautaire.

Actions entreprises : Une clarification complète a été opérée en 2025. Le Bureau communautaire a vu certaines de ses compétences retirées, au profit exclusif du Président (DEL250619020028 du 19 juin 2025). De plus, la délibération du 27 mars 2025, relative aux attributions du Président, a été corrigée en ce sens le 19 juin 2025 (DEL250619020029 du 19 juin 2025). Avec le renouvellement des instances communautaires en mars 2026, les mêmes exigences ont été posées avec les délibérations (n°DEL260415020008 du 15 avril 2026 et n°DEL260518020001 du 18 mai 2026) relatives aux délégations d'attributions du Conseil au Président et au bureau communautaire.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_4-DE

RECOMMANDATION N°5 : Mettre en concordance les données de la dette tenue par l'ordonnateur avec celles du comptable.

Cette recommandation a constaté l'absence de fiabilité et de concordance des informations relatives à la dette de l'agglomération entre les services de l'ordonnateur et ceux du comptable public.

Actions entreprises : La délibération portant sur l'ajustement de la dette, adoptée par l'assemblée délibérante lors de la séance du 25 septembre 2025, vient répondre à cette exigence de mise en concordance, soulignée par la CRC. Les ajustements opérés en collaboration avec le comptable sur l'ensemble des budgets de la collectivité ont permis de mettre en parfaite concordance les données de la dette tenue par l'Ordonnateur recensées dans le logiciel Orphéor de gestion et de suivi des emprunts de l'agglomération avec celles du Comptable tenu dans Hélios.

RECOMMANDATION N°6 : Accélérer le rythme des investissements sur les réseaux d'eau pour améliorer la performance et la qualité du service.

Cette recommandation vise à renforcer l'effort de renouvellement des réseaux d'eau afin d'améliorer leur rendement et la qualité du service rendu aux usagers.

Actions entreprises : Depuis le transfert de la compétence en 2017, l'agglomération avait consacré une enveloppe de 1,2 million par an au renouvellement du réseau, permettant le remplacement de 5 km de conduites par an et 350 branchements. Conformément à l'objectif de rendement fixé par la loi Grenelle (85 %), une décision a été prise en décembre 2023 de doubler cette enveloppe annuelle. Pour 2024, elle se situe à hauteur de 2 251 879 € HT et 1 611 330 € HT au titre de l'année 2025.

Cet effort s'accompagne d'une politique renforcée de recherche et de réparation des fuites, de renouvellement des compteurs, d'amélioration de la connaissance du patrimoine et, depuis 2025, de l'expérimentation de la méthode SPRINT, basée sur l'intelligence artificielle, pour cibler plus efficacement les secteurs les plus fuyards.

L'objectif est clair : réduire durablement les pertes d'eau, améliorer le rendement du réseau et atteindre les objectifs réglementaires de 85 % de rendement, tout en maîtrisant à terme les coûts pour la collectivité.

En conclusion, un an après la présentation du rapport d'observations définitives, l'ensemble des recommandations formulées par la CRC BFC a fait l'objet d'actions concrètes. Toutes les recommandations peuvent être considérées comme pleinement mises en œuvre, même si des actions complémentaires restent à réaliser.

Le Conseil communautaire

ARTICLE 1 :

PREND ACTE du rapport sur les actions entreprises à la suite des observations définitives de la Chambre régionale des comptes de Bourgogne-Franche-Comté, conformément à l'article L. 243-9 du Code des juridictions financières.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout acte s'y rapportant.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_5-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921600005

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

FINANCES – Stratégie et pilotage – 2026 Attribution de fonds de concours au titre de l'année 2026

Rapporteur :
Paul-Antoine de CARVILLE

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5216-5-VI ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° DEL231221040032 du Conseil communautaire en date 21 décembre 2023 portant adoption du règlement relatif à l'attribution des fonds de concours ;

VU les délibérations du Conseil communautaire n°DEL260415020002 du 15 avril 2026 portant élection de Monsieur Paul-Antoine de Carville, Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais et n°DEL260415020008 du 15 avril 2026 portant délégation d'attributions du Conseil au Président ;

Considérant que les demandes de fonds de concours déposées par les communes ont été instruites et examinées au regard des conditions fixées par le règlement d'intervention 2024-2026, et que les propositions soumises au Conseil communautaire résultent de cet examen.

La Communauté d'agglomération du Grand Sénonais accompagne depuis 2016 les investissements portés par ses communes membres au moyen d'un dispositif de fonds de concours. Afin d'en renforcer la lisibilité, l'équité et la capacité de programmation, ce dispositif a fait l'objet d'une refonte à la fin de l'année 2023, avec l'adoption d'un nouveau règlement d'intervention pour la période 2024-2026.
Celui-ci a notamment introduit des plafonds annuel et triennal par commune et s'est accompagné d'une enveloppe communautaire initialement fixée à 2 100 000 €.
Entre 2024 et décembre 2025, il a permis de soutenir 122 nouveaux projets dans les 27 communes du Grand Sénonais, auxquels se sont ajoutés 5 attributions complémentaires. Les projets ainsi accompagnés représentent plus de 12,2 M€ HT d'investissements prévisionnels : le dispositif a ainsi contribué à soutenir près de 6 € d'investissement communal pour 1 € de fonds de concours attribué par l'Agglomération.
Les dernières attributions, votées par le Conseil communautaire le 18 décembre 2025, ont conduit à l'épuisement de l'enveloppe triennale de l'agglomération, laissant plusieurs demandes sans financement. Depuis, l'abandon de certaines opérations ou des versements définitifs inférieurs aux montants initialement attribués ont permis de dégager 55 998 € [OM9.1]de crédits à nouveau disponibles. La dynamique de projet des communes ne s'est

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_5-DE

pas interrompue pour autant. À la fin de l'année 2025, 12 demandes représentant 199 387 € de fonds de concours sollicités étaient demeurées sans financement. Depuis lors, 21 nouvelles demandes, représentant 165 057 €, ont été déposées.

Au total, 33 demandes portées par 18 communes sont ainsi présentées au titre de la présente programmation, pour un montant cumulé de 363 069 € de fonds de concours proposés. Parmi elles, 26 correspondent à de nouveaux projets, représentant 1 182 866 € HT de dépenses prévisionnelles et 312 442,50 € de fonds de concours sollicités proposés au vote du conseil ; les 7 autres, pour 50 626 €, constituent des demandes complémentaires. L'ensemble de ces dossiers a été instruit et examiné au regard des conditions, critères et plafonds prévus par le règlement d'intervention. Le tableau annexé à la présente délibération retrace, sur cette base, les propositions d'attribution soumises au Conseil communautaire.

Le renouvellement des assemblées intervenu en mars 2026 et l'installation du nouvel exécutif communautaire ont ouvert une nouvelle séquence pour le dispositif, alors que son enveloppe initiale était arrivée à son terme et que les besoins exprimés par les communes restaient importants. Dans ce contexte, la Communauté d'agglomération entend poursuivre son soutien à l'investissement communal et réaffirmer son rôle de partenaire des communes dans la réalisation de leurs projets.

Il est ainsi proposé d'abonder de 310 000 € l'enveloppe ouverte au titre du règlement 2024-2026, portant son montant total à 2 410 000 €. Cet abondement, ajouté aux 55 998 € redevenus disponibles, permettra de mobiliser 363 069 € au titre de la présente programmation, soit un niveau de financement correspondant à l'intégralité des demandes retenues et éventuellement ajustées aux règles d'intervention du dispositif.

Par cet abondement, la Communauté d'Agglomération confirme sa volonté de poursuivre son soutien aux projets des communes et de répondre, dans le cadre de cette dernière phase du dispositif, à la dynamique d'investissement constatée sur l'ensemble du territoire.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :

APPROUVE l'abondement de l'enveloppe initiale consacrée à la période triennale 2024-2026 du fonds de concours à hauteur de 310 000 €.

ARTICLE 2 :

APPROUVE l'attribution des fonds de concours aux communes dans les conditions exposées dans le tableau ci-annexé, dans la limite de l'enveloppe visée à l'article 1er.

ARTICLE 3 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer les conventions d'attribution de fonds de concours ou leurs avenants avec les communes concernées et à procéder aux paiements selon les modalités définies dans le règlement d'intervention 2024-2026.

Annexe :
Tableau de programmation 2025-2026 2026-1 des fonds de concours.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_6-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921730006

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

FINANCES – Déchets – Exonération de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères au titre de l'année 2027

Rapporteur :
Éric BERTHAULT

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :
ODD 12 : Consommation et production responsables

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5211-1 et suivants ;

VU le Code général des impôts, et notamment les articles 1520, 1521-III et 1639 A bis ;

VU les demandes d'exonérations de taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2027 ;

Considérant la possibilité pour les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements, compétents sur l'institution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, de déterminer une exonération annuelle de ladite taxe pour les locaux à usage industriels et à usage commerciaux ;

Considérant la nécessité pour le Conseil communautaire de délibérer sur le sujet des exonérations avant le 15 octobre de chaque année pour être applicable à compter de l'année suivante.

Dans le cadre des dispositions législatives encadrant le régime et l'étendue de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) au profit des collectivités et leurs groupements compétentes en matière de collecte des déchets, il est possible d'exonérer de ladite taxe les locaux à usages industriels ou commerciaux selon des critères propres et fixés par l'organe délibérant de la collectivité.

Le critère d'exonération mis en place par la Communauté d'agglomération est la non desserte par le service d'enlèvement des ordures ménagères.

En effet, certaines entreprises souscrivent un contrat spécifique pour l'enlèvement et le traitement de leurs déchets avec une entreprise privée en dehors du service rendu par l'agglomération du Grand Sénonais.

Il convient en conséquence d'accorder pour l'année 2027 les exonérations aux établissements industriels ou commerciaux qui répondent à ce critère et qui en ont fait la demande écrite auprès de l'agglomération du Grand Sénonais.

La liste des entreprises pouvant être exonérées, si elles en font la demande, pour 2027 figure en annexe de la présente délibération. Il est précisé que l'ensemble des demandes d'exonération seront instruites par les services communautaires.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_6-DE

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :

ACCORDE les exonérations aux établissements industriels ou commerciaux, qui ont souscrit un contrat spécifique pour l'enlèvement et le traitement de leurs déchets avec une entreprise privée pour l'année 2027. Les entreprises, figurant en annexe de la présente délibération, doivent effectuer une demande d'exonération auprès de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et à signer tout acte s'y rapportant.

Annexe :
Liste des demandes

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_7-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921040007

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

FINANCES – Stratégie et pilotage – Programme de grands travaux d'assainissement 2026 : rues Paul Picquet, de la Planche Barrault et Gaston Ramon à Sens

Rapporteur :
Alexandre BOUCHIER

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 6 : Eau propre et assainissement
ODD 11 : Villes et communautés durables
ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5216-5 relatif aux compétences exercées par les communautés d'agglomération, dont la compétence en matière d'assainissement des eaux usées ;

VU le Code de la santé publique, et notamment les dispositions relatives aux raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées ;

VU les compétences exercées par la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais en matière d'assainissement, et le schéma directeur d'assainissement en vigueur ;

VU les dispositifs d'intervention de l'Agence de l'eau Seine-Normandie en matière de sécurisation et d'amélioration de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, et notamment son programme « Eau, climat et biodiversité » pour la période 2025-2030 ;

VU l'appel à projets relatif à la dotation d'équipement des territoires ruraux 2026 et les priorités nationales fixées en matière de transition écologique, d'adaptation au changement climatique et de gestion durable de la ressource en eau ;

VU la délibération n°DEL260205600001 du Conseil communautaire en date du 5 février 2026 portant adoption des budgets primitifs 2026 ;

Considérant que les investigations menées dans le cadre du schéma directeur d'assainissement et des inspections télévisées ont mis en évidence un état de dégradation avancé des collecteurs concernés par la présente délibération, compromettant leur pérennité et leur bon fonctionnement ;

Considérant que cette dégradation génère des infiltrations d'eaux parasites dans le réseau ainsi que des risques de fuites d'eaux usées vers le milieu naturel, les sols, les nappes et les milieux aquatiques ;

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_7-DE

Considérant que ces désordres sont de nature à fragiliser la continuité du service public d'assainissement et à augmenter les risques d'intervention d'urgence et de coûts de maintenance ;

Considérant que les travaux projetés visent à réhabiliter durablement les conduites d'eaux usées et leurs branchements afin d'assurer un fonctionnement fiable du réseau ;

Considérant que cette opération s'inscrit dans une démarche de gestion patrimoniale du réseau, de réduction des nuisances et de préservation de l'environnement ;

Considérant que ces travaux permettent de limiter les risques de pollution, d'affaissement de chaussée et d'accidents liés à un réseau dégradé ;

Considérant que le coût total prévisionnel du programme de grands travaux d'assainissement 2026 s'élève à 1 036 615 € HT ;

Considérant que le financement de ces opérations bénéficie de concours financiers attribués par l'État au titre de la DETR et par l'Agence de l'eau Seine-Normandie (AESN), et qu'il convient d'arrêter le plan de financement correspondant.

La Communauté d'agglomération du Grand Sénonais, compétente en matière d'assainissement sur l'ensemble de son territoire, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de réhabilitation des réseaux d'eaux usées, , dans le cadre d'une programmation pluriannuelle établie et inscrite dans son schéma directeur d'assainissement.

Les investigations réalisées dans le cadre du schéma directeur d'assainissement et des inspections télévisées ont mis en évidence plusieurs problématiques récurrentes affectant l'état et le fonctionnement des collecteurs concernés, notamment :

- des dégradations structurelles avancées des conduites ;
- des infiltrations d'eaux parasites dans les réseaux ;
- des risques de fuites d'eaux usées vers le milieu naturel, les sols et les nappes ;
- une fragilité des ouvrages actuels au regard des exigences de continuité et de performance du service public d'assainissement.

Afin de garantir durablement le bon fonctionnement du réseau, de sécuriser l'évacuation et le traitement des eaux usées, et de préserver l'environnement, la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais a engagé un programme de grands travaux d'assainissement comprenant la réhabilitation des collecteurs situés rues Paul Picquet, de la Planche Barrault et Gaston Ramon à Sens. Les travaux prévoient notamment :

- le remplacement de conduites vétustes par de nouvelles canalisations de diamètre adapté ;
- la reprise des branchements jusqu'à la limite de propriété des parcelles privées ;
- la remise à niveau des ouvrages afin d'assurer un fonctionnement fiable et pérenne du réseau.

Ces interventions sont dimensionnées pour répondre durablement aux besoins du territoire et améliorer la résilience des infrastructures d'assainissement.

Le plan financement prévisionnel des 3 opérations s'établit comme suit :

Opération	Montant HT de l'opération	Montant des concours financiers attendus		
			Montant	Taux
Travaux rue Paul Picquet	309 543 €	Etat (DETR) :	150 851 €	48,7%
		AESN :	84 547 €	27,3%
Travaux rue de la Planche Barrault	404 620 €	Etat (DETR) :	197 467 €	48,8%
		AESN :	104 509 €	25,7%
Travaux rue Gaston Ramon	322 451 €	Etat (DETR) :	157 430 €	48,8%
		AESN :	85 521 €	26,5%
TOTAL	1 036 614 €		779 875 €	75,2%

Ces opérations s'inscrivent pleinement dans les objectifs de préservation de la ressource en eau, de protection du milieu naturel, de transition écologique et de modernisation des infrastructures portés par l'État au titre de la DETR et par l'Agence de l'eau Seine-Normandie, et figurent à cet égard dans la programmation pluriannuelle du schéma directeur d'assainissement en vigueur.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_7-DE

Le programme bénéficie à ce titre de concours financiers attribués par l'État au titre de la DETR et par l'Agence de l'eau Seine-Normandie, intégrés au plan de financement présenté ci-dessus.

Il est ainsi proposé au Conseil communautaire d'approuver le programme de travaux ainsi que son plan de financement.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :

APPROUVE le programme de travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement 2026 portant sur la rue Paul Picquet, la rue de la Planche Barrault et la rue Gaston Ramon à Sens.

ARTICLE 2 :

APPROUVE le plan de financement prévisionnel des opérations tel que présenté dans l'exposé de la présente délibération.

ARTICLE 3 :

PREND ACTE des concours financiers attribués par l'État au titre de la DETR et par l'Agence de l'eau Seine-Normandie (AESN).

ARTICLE 4 :

AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et à signer tout acte s'y rapportant.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_8-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921600008

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

FINANCES – Budgets supplémentaires 2026 de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais (budget principal, budgets à comptabilité distincte et budgets annexes)

Rapporteur :
Clarisse QUENTIN

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 1 à 17 concernés

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 1612-2,

VU la délibération n°DEL260205600001 du Conseil communautaire en date du 5 février 2026, adoptant les budgets primitifs 2026 ;

VU la délibération n°DEL260615600002 du Conseil communautaire en date du 15 juin 2026 approuvant les comptes financiers uniques 2025 ;

VU la délibération n°DEL260615600003 du Conseil communautaire en date du 15 juin 2026 relative à l'affectation des résultats des comptes financiers uniques 2025 ;

VU la présentation générale par chapitre des budgets supplémentaires 2026 de la Communauté d'agglomération ;

VU l'arrêté du 21 décembre 2023 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs.

Les projets de budgets supplémentaires 2026 de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais qui vous sont soumis se présentent de la façon suivante :

Budget principal

Le projet de budget primitif 2026 qui vous est soumis se présente de la façon suivante :

- Section de fonctionnement : 5 889 429,49 €,

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_8-DE

- Section d'investissement : 14 465 773,03 €.

Les crédits ouverts, par section et par chapitre budgétaire, se présentent de la façon suivante :

- **Section de fonctionnement :**

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**RAR**	**Total**
011	Charges à caractère général	-1 522,03	139 604,18	138 082,15
65	Autres charges de gestion courante	13 922,59	10 206,84	24 129,43
67	Charges spécifiques	42 664,00		42 664,00
012	Charges de personnel	150 000,00		150 000,00
014	Atténuations de produits	-621 154,00		-621 154,00
023	Virement à la section d'investissement	6 155 707,91		6 155 707,91
Total		**5 739 618,47**	**149 811,02**	**5 889 429,49**

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**RAR/Résultat**	**Total**
70	Produits des services du domaine & ventes	20 315,00		20 315,00
73	Impôts et taxes	112 151,00		112 151,00
731	Fiscalité locale	-43 926,00		-43 926,00
74	Dotations et participations	128 462,00	155 378,66	283 840,66
75	Autres produits de gestion courante	302 611,00		302 611,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations	49 142,00		49 142,00
002	Résultat d'exploitation reporté		5 165 295,83	5 165 295,83
Total		**568 755,00**	**5 320 674,49**	**5 889 429,49**

- **Section d'investissement :**

Dépenses d'investissement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**RAR/Résultat**	**Total**
20	Immobilisations incorporelles	538 000,00	174 812,52	712 812,52
21	immobilisations corporelles	269 055,00	1 478 360,64	1 747 415,64
23	Travaux en cours	-41 511,00	2 972 536,43	2 931 025,43
204	Subventions d'équipement versées	695 000,00	1 984 494,30	2 679 494,30
27	Autres immobilisations financières	1 392 694,37		1 392 694,37
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	16 369,64	16 369,64
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		4 985 961,13	4 985 961,13
Total		**2 853 238,37**	**11 612 534,66**	**14 465 773,03**

Recettes d'investissement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**RAR/Résultat**	**Total**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 300,00	6 870 207,80	6 872 507,80
13	Subventions d'investissement	10 795,00	1 628 259,98	1 639 054,98
16	Emprunts et dettes assimilées	-3 315 564,54	2 696 256,00	-619 308,54
23	Immobilisations en cours	0,00	6 961,36	6 961,36
021	Virement de la section de fonctionnement	6 155 707,91		6 155 707,91
024	Produits des cessions d'immobilisations		410 849,52	410 849,52
Total		**2 853 238,37**	**11 612 534,66**	**14 465 773,03**

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_8-DE

Budget annexe des transports

Le projet de budget supplémentaire 2026 qui vous est soumis reprend le solde excédentaire de la section d'investissement.

Les crédits se présentent de la façon suivante :

- **Section d'investissement :**

Recettes d'investissement		
Chapitre	**Objet/libellé**	**Résultat**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement	92 033,96
Total		**92 033,96**

Budgets des Zones d'activité

Le montant et l'imputation des crédits pour chaque budget des zones d'activité sont présentés ci-après.

1. Zone d'activité de Salcy

L'affectation des crédits ouverts est présentée ci-après, par section et par chapitre budgétaire.

- **Section de fonctionnement**

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
65	Autres charges de gestion courante	1,00		1,00
Total		**1,00**	**0,00**	**1,00**

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
002	Résultat d'exploitation reporté		241 566,18	241 566,18
Total		**0,00**	**241 566,18**	**241 566,18**

- **Section d'investissement :**

Dépenses d'investissement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		146 643,39	146 643,39
Total		**0,00**	**146 643,39**	**146 643,39**

Recettes d'investissement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
16	Emprunts	146 643,39		146 643,39
Total		**146 643,39**	**0,00**	**146 643,39**

➢ Zone d'activité de Salcy II

L'affectation des crédits ouverts est présentée ci-après, par section et par chapitre budgétaire.

- **Section de fonctionnement**

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_8-DE

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
002	Résultat d'exploitation reporté		0,21	0,21
Total		**0,00**	**0,21**	**0,21**

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
75	Produits de gestion	0,21		0,21
Total		**0,21**	**0,00**	**0,21**

- **Section d'investissement :**

Dépenses d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		580 208,36	580 208,36
16	Emprunts	585 000,00		585 000,00
Total		**585 000,00**	**580 208,36**	**1 165 208,36**

Recettes d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	RAR	Total
16	Emprunts	580 208,36	585 000,00	1 165 208,36
Total		**580 208,36**	**585 000,00**	**1 165 208,36**

➢ **Zone des Vauguillettes II et III**

L'affectation des crédits ouverts est présentée ci-après, par section et par chapitre budgétaire.

- **Section de fonctionnement**

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
65	Autres charges de gestion courante	1,00		1,00
Total		**1,00**		**1,00**

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
002	Résultat d'exploitation reporté		1 100 515,71	1 100 515,71
Total		**0,00**	**1 100 515,71**	**1 100 515,71**

- **Section d'investissement :**

Dépenses d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
001	Solde d'exécution de la section d'investissement			0,00
Total		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Recettes d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		122 984,75	122 984,75
Total		**0,00**	**122 984,75**	**122 984,75**

➢ **Zone d'activité des Vauguillettes IV**

L'affectation des crédits ouverts est présentée ci-après, par section et par chapitre budgétaire.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_8-DE

- **Section de fonctionnement**

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
				0,00
Total		**0,00**		**0,00**

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
002	Résultat d'exploitation reporté		1 858 218,66	1 858 218,66
Total		**0,00**	**1 858 218,66**	**1 858 218,66**

- **Section d'investissement :**

Dépenses d'investissement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		1 555 298,49	1 555 298,49
041	Opérations patrimoniales	2 400 000,00		2 400 000,00
Total		**2 400 000,00**	**1 555 298,49**	**3 955 298,49**

Recettes d'investissement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
16	Emprunts	1 555 298,49		1 555 298,49
041	Opérations patrimoniales	2 400 000,00		2 400 000,00
Total		**3 955 298,49**	**0,00**	**3 955 298,49**

➢ **Zone d'activité des Vauguillettes V**

L'affectation des crédits ouverts est présentée ci-après, par section et par chapitre budgétaire.

- **Section de fonctionnement**

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
				0,00
Total		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
002	Résultat d'exploitation reporté		0,58	0,58
Total		**0,00**	**0,58**	**0,58**

- **Section d'investissement :**

Dépenses d'investissement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		397 207,23	397 207,23
16	Emprunts	400 000,00		400 000,00
Total		**400 000,00**	**397 207,23**	**797 207,23**

Recettes d'investissement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**RAR**	**Total**
16	Emprunts	397 207,23	400 000,00	797 207,23
Total		**397 207,23**	**400 000,00**	**797 207,23**

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_8-DE

➢ **Zone d'activité des Beaumonts**

L'affectation des crédits ouverts est présentée ci-après, par section et par chapitre budgétaire.

- **Section de fonctionnement**

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
Total		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
002	Résultat d'exploitation reporté		0,24	0,24
Total		**0,00**	**0,24**	**0,24**

- **Section d'investissement :**

Dépenses d'investissement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		883 278,78	883 278,78
16	Emprunts	652 000,00		652 000,00
Total		**652 000,00**	**883 278,78**	**1 535 278,78**

Recettes d'investissement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**RAR**	**Total**
16	Emprunts	415 278,78	1 120 000,00	1 535 278,78
Total		**415 278,78**	**1 120 000,00**	**1 535 278,78**

➢ **Zone d'activité du Champ des fèves**

L'affectation des crédits ouverts est présentée ci-après, par section et par chapitre budgétaire.

- **Section de fonctionnement**

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
Total		**0,00**		**0,00**

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
002	Résultat d'exploitation reporté		472 112,59	472 112,59
Total		**0,00**	**472 112,59**	**472 112,59**

- **Section d'investissement :**

Dépenses d'investissement				
Chapitre	**Objet/libellé**	**DM n°1**	**Résultat**	**Total**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		469 245,54	469 245,54
Total		**0,00**	**469 245,54**	**469 245,54**

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_8-DE

Recettes d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
16	Emprunts	469 245,54		469 245,54
Total		**469 245,54**	**0,00**	**469 245,54**

➢ **Zone d'activité des Maux de grange**

L'affectation des crédits ouverts est présentée ci-après, par section et par chapitre budgétaire.

- **Section de fonctionnement**

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
Total		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
002	Résultat d'exploitation reporté		153 524,12	153 524,12
Total		**0,00**	**153 524,12**	**153 524,12**

- **Section d'investissement :**

Dépenses d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		153 524,00	153 524,00
Total		**0,00**	**153 524,00**	**153 524,00**

Recettes d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
16	Emprunts	153 524,00		153 524,00
Total		**153 524,00**	**0,00**	**153 524,00**

➢ **Zone d'activité des Grèves**

L'affectation des crédits ouverts est présentée ci-après, par section et par chapitre budgétaire.

- **Section de fonctionnement**

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
Total		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
002	Résultat d'exploitation reporté		720 675,62	720 675,62
Total		**0,00**	**720 675,62**	**720 675,62**

- **Section d'investissement :**

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_8-DE

Dépenses d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		699 490,17	699 490,17
Total		**0,00**	**699 490,17**	**699 490,17**

Recettes d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	Résultat	Total
16	Emprunts	699 490,17		699 490,17
Total		**699 490,17**	**0,00**	**699 490,17**

Budget annexe de l'eau

Le projet de budget supplémentaire 2026 qui vous est soumis est équilibré en dépenses et en recettes :

- Section de fonctionnement : 33 939,74 €,
- Section d'investissement : 2 531 931,55 €.

Les crédits ouverts se présentent de la façon suivante :

- **Section de fonctionnement :**

Dépenses d'exploitation				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	RAR	Total
011	Charges à caractère général		29 951,56	29 951,56
012	Charges de personnel	-85 000,00		-85 000,00
014	Atténuations de produits	-117 693,00		-117 693,00
023	Virement à la section d'investissement	206 681,18		206 681,18
Total		**3 988,18**	**29 951,56**	**33 939,74**

Recettes d'exploitation				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	RAR/Résultat	Total
74	Subventions d'exploitation		15 868,00	15 868,00
002	Résultat d'exploitation reporté		18 071,74	18 071,74
Total		**0,00**	**33 939,74**	**33 939,74**

- **Section d'investissement :**

Dépenses d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	RAR/Résultat	Total
13	Subventions d'investissement	85 600,00		85 600,00
20	Immobilisations incorporelles		86 028,00	86 028,00
21	Immobilisations corporelles		829 961,43	829 961,43
45	Opérations pour compte de tiers		3 173,57	3 173,57
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		1 527 168,55	1 527 168,55
Total		**85 600,00**	**2 446 331,55**	**2 531 931,55**

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_8-DE

Recettes d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	RAR/Résultat	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves		702 240,12	702 240,12
13	Subventions		158 493,00	158 493,00
16	Emprunts	-121 081,18	1 500 000,00	1 378 918,82
45	Opérations pour compte de tiers		85 598,43	85 598,43
021	Virement de la section de fonctionnement	206 681,18		206 681,18
Total		**85 600,00**	**2 446 331,55**	**2 531 931,55**

Budget annexe de l'assainissement

Le projet de budget supplémentaire 2026 qui vous est soumis est équilibré en dépenses et en recettes :

- Section de fonctionnement : 2 595 347,75 €,
- Section d'investissement : 4 050 692,60 €.

Les crédits ouverts se présentent de la façon suivante :

- **Section d'exploitation :**

Dépenses d'exploitation				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	RAR	Total
011	Charges à caractère général		34 900,00	34 900,00
65	Autres charges de gestion courante	30 000,00		30 000,00
012	Charges de personnel	-40 000,00		-40 000,00
023	Virement à la section d'investissement	2 570 447,75		2 570 447,75
Total		**2 560 447,75**	**34 900,00**	**2 595 347,75**

Recettes d'exploitation				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	RAR/Résultat	Total
74	Subventions d'exploitation	73 000,00	39 526,00	112 526,00
002	Résultat d'exploitation reporté		2 482 821,75	2 482 821,75
Total		**73 000,00**	**2 522 347,75**	**2 595 347,75**

- **Section d'investissement :**

Dépenses d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	RAR/Résultat	Total
20	Immobilisations incorporelles		21 498,34	21 498,34
21	Immobilisations corporelles		265 729,83	265 729,83
23	Immobilisations en cours		1 334 870,95	1 334 870,95
16	Emprunts et dettes assimilées	1 452 887,09		1 452 887,09
001	Solde d'exécution de la section d'investissement		975 706,39	975 706,39
Total		**1 452 887,09**	**2 597 805,51**	**4 050 692,60**

Recettes d'investissement				
Chapitre	Objet/libellé	DM n°1	RAR/Résultat	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves		54 541,87	54 541,87
13	Subventions d'investissement	328 800,93	315 247,00	644 047,93
16	Emprunts et dettes assimilées	505 051,19		505 051,19
23	Immobilisations en cours		276 603,86	276 603,86
021	Virement de la section de fonctionnement	2 570 447,75		2 570 447,75
Total		**3 404 299,87**	**646 392,73**	**4 050 692,60**

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_8-DE

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

ARTICLE 1 :

ADOPTE les budgets supplémentaires 2026 de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais (budget principal, budgets à comptabilité distincte des zones d'activité et budgets annexes des transports, de l'eau et de l'assainissement).

ARTICLE 2 :

DIT que les crédits sont votés par chapitre.

Détail des votes :

Nombre de votants : 59
Pour : 56
Contre : 0
Abstentions, blancs, nuls : 3 (Ludovic MASSARD, Luc BERNIER, et Marine VIGNE)
Nombre de suffrages exprimés : 56

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_9-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921600009

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

FINANCES – Autorisations de Programme et Crédits de Paiements (AP/CP)

Rapporteur :
Clarisse QUENTIN

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :
ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 portant autorisations de programme et crédits de paiement ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

VU la délibération n°DEL250327600011 du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025 ouvrant l'autorisation de programme et les crédits de paiement pour l'opération de réhabilitation du centre nautique Toinot ;

VU la délibération n°DEL260205600006 du Conseil communautaire en date du 05 février 2026 la modifiant.

Réhabilitation du Centre nautique Toinot

Compte tenu de la programmation des travaux et plus particulièrement du lancement de la maîtrise d'œuvre en 2026, il convient de réviser la répartition des Crédits de Paiement (CP) de la manière suivante :

Opération		**Réhabilitation du Centre nautique Toinot** *Année création : 2025-1*	
Autorisation de programme		**Avant révision** **8 000 000**	**Après révision** **8 000 000**
Crédits de paiement	2025	5 508	5 508
	2026	36 000	566 000
	2027	3 500 000	3 500 000
	2028	4 458 492	3 928 492

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_9-DE

Au regard de l'avancement des travaux au 1er septembre 2026, les CP de l'année 2026 sont en augmentation de 530 000 €. Le montant total de l'AP reste inchangé.

NB : Le montant de cette opération « Toutes Dépenses Confondues » est estimée à 8 000 000 € TTC.
Le montant de l'AP comprend l'ensemble des dépenses liées à l'opération ainsi que les avances forfaitaires sur les travaux, ces dernières faisant, par la suite, à l'avancée des travaux, l'objet d'un titre de recette auprès des entreprises bénéficiaires. Le montant des avances pouvant varier en fonction de la taille et de la demande des entreprises titulaires des marchés, le montant de l'AP pourra être ajusté en conséquence ultérieurement, le cas échéant.

Le montant des avances forfaitaires prévues dans le projet initial étaient estimées à 2 888 000 €.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :

APPROUVE la révision de la répartition des Crédits de Paiement de l'opération relative à la réhabilitation du Centre nautique Toinot telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_10-DE

En Bourgogne aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921600010

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

FINANCES – Provisions pour créances douteuses : budget principal, budgets annexes de l'eau et de l'assainissement

Rapporteur :
Clarisse QUENTIN

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :
ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2321-2 et R. 2321-2 ;

VU la délibération n° DEL211012611013 du Conseil communautaire du 12 octobre 2021 relative à la méthode de calcul des dotations aux provisions des créances douteuses ;

VU l'état des créances restant à recouvrer transmis par le Comptable public ;

Considérant que lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

A ce jour, l'état des créances restant à recouvrer transmis par le Comptable fait apparaître un montant total de créances (hors créances admises en non-valeur et les créances des personnes morales de droit public pour la période 2008 à 2025) :

- Pour le budget principal, de **139 584 €,**
- Pour le budget de l'eau, de **1 297 009 €,**
- Pour le budget de l'assainissement **1 165 804 €.**

Afin de fournir une information financière fiable et sincère, lorsque le recouvrement des créances de l'agglomération est compromis (suite à une difficulté de recouvrement ou à une contestation sérieuse), malgré les diligences faites par le Comptable public, une provision pour créances douteuses doit être constituée par délibération, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé à partir des éléments communiqués par le Comptable public.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_10-DE

Le calcul de la dotation aux provisions des créances douteuses s'effectue annuellement à partir des restes à recouvrer transmis par le comptable. Ce calcul est basé sur la méthode statistique prenant en compte l'ancienneté mais également la typologie de la créance avec des taux forfaitaires de dépréciation.

	Budget principal	Budget de l'eau	Budget de l'assainissement
Stock de provision à constituer en 2026	27 249 €	454 956 €	429 377 €
Provision 2025	76 391 €	364 634 €	388 135 €
Différence de stock entre 2026 et 2025	- 49 142 €	+ 90 322 €	+ 41 242 €

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1er :
INSCRIT pour le budget principal, la reprise de provision pour l'exercice 2026, à savoir 49 142 €.

ARTICLE 2 :
INSCRIT pour le budget annexe de l'eau, une provision complémentaire pour l'exercice 2026, à savoir 90 322 €.

ARTICLE 3 :
INSCRIT pour le budget annexe de l'assainissement, une provision complémentaire pour l'exercice 2026, à savoir 41 242 €.

Annexe :
Mode de calcul de la provision pour créances douteuses

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_11-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921600011

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

FINANCES – Garantie d'emprunt – Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré HABELLIS – Construction de 62 logements situés à Paron La Plaine du Ru Couvert

Rapporteur :
Clarisse QUENTIN

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 8 : Travail décent et croissance économique
ODD 10 : Inégalités réduites

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5211-1 et suivants, L. 2252-1 et L. 2252-2 ;

VU le Code civil, et notamment les articles 2298 et 2305 ;

VU la demande formulée le 27 juillet 2026 par la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré HABELLIS tendant à obtenir la garantie de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais, à hauteur de 30%, soit 2 852 399,70 € pour un prêt d'un montant total de 9 507 999 € relatif à la construction de 62 logements situés à Paron La Plaine du Ru Couvert ;

VU la présente garantie sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous ;

VU le contrat de prêt n° 191421, annexé à la présente délibération, signé entre la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré HABELLIS, ci-après dénommé l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Dans le cadre de la construction des 62 logements, situés à Paron, la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré HABELLIS sollicite une garantie à hauteur de 30 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 9 507 999 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Commune de Paron et le Conseil départemental de l'Yonne devraient apporter respectivement leur garantie à hauteur de 20 % et 50 %.
Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une OAP, Orientation d'Aménagement et de Programmation.
Les 62 logements sont destinés à la location, qualifiés de logements sociaux conventionnés (PLAI, PLUS, PLS) répartis comme suit :

- 3 îlots locatifs collectifs de 45 logements avec parkings en sous-sol de 49 places,
- 17 logements individuels avec place de parking individuel et 12 places de parkings flottants.

Aussi, la durée totale du prêt est fixée à cinquante ans, avec une échéance précisée au 16 juillet 2078.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_11-DE

Il est proposé au Conseil communautaire de se prononcer sur ladite garantie d'emprunt contracté par la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré HABELLIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :

ACCORDE la garantie d'emprunt, sollicitée par la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré HABELLIS dans les termes suivants :

Article 1 : L'assemblée délibérante de Communauté d'agglomération du Grand Sénonais accorde sa garantie à hauteur de 30,00 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 9 507 999,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 191421 constitué de 8 lignes de prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de **2 852 399,70 euros** augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt, soit cinquante ans (16 juillet 2078), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil communautaire s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et à signer tout acte s'y rapportant.

Annexes :
Mode de calcul de la provision pour créances douteuses
Courrier de demande de garantie du 27 juillet 2026
Note de présentation
Plan de financement
Equilibre financier
Détail du coût
Contrat de prêt n°191421 et tableau d'amortissement – Banque des Territoires
Extrait de la délibération du Conseil d'administration du 30 avril 2026

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_12-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921600012

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

FINANCES – Convention de répartition du produit des forfaits post-stationnement (FPS) entre la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais et la Ville de Sens

Rapporteur :
Clarisse QUENTIN

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2333-87 et R. 233-120-18 ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), et notamment les articles 63 à 66 ;

Considérant l'obligation légale de réaliser une convention sur la répartition du produit des forfaits post-stationnement (FPS) entre la Ville de Sens et la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais ;

Considérant l'intérêt de laisser le résultat du produit des forfaits post-stationnement à la Ville de Sens, assurant la gestion et la charge du service rendu.

Dans le cadre de la réforme du stationnement payant au 1er janvier 2018, les établissements publics à fiscalité propre qui ne disposent pas de l'ensemble des compétences prévues à l'article R. 2333-120-18 du CGCT et la commune ayant institué la redevance de stationnement signent une convention, avant le 1er octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfaits de post stationnement reversée, en année N+1, à l'EPCI pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire. La convention proposée formalise l'absence de reversement de la commune à l'EPCI, le montant des redevances étant utilisé pour financer des opérations de voirie.

La dépénalisation des amendes de stationnement est entrée en vigueur le 1er janvier 2018.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_12-DE

Le stationnement était auparavant lié à l'exercice d'un pouvoir de police et son non-paiement immédiat était une infraction pénale (amende de 17 €). Depuis le 1er janvier 2018, celui-ci devient une modalité d'occupation du domaine public et le non-paiement immédiat du stationnement donne lieu ou paiement d'un « forfait de post-stationnement » (FPS) dont le montant est fixé par la collectivité locale compétente en matière d'entretien de la voirie et dont l'exécutif reste titulaire du pouvoir de police.

Seul le stationnement sur voirie est concerné. Les contraventions relatives aux autres infractions au Code de la route, concernant notamment les stationnements gênants, très gênants, dangereux, interdits ou abusifs sont maintenues. Les zones à stationnement gratuit à durée limitée (zones bleues) restent également régies dans un cadre pénal.

Les statuts de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais lui confèrent des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de création ou d'aménagement et d'entretien de voirie d'intérêt communautaire. Mais ses statuts actuels ne prévoient pas de pouvoir en matière de police du stationnement, lui octroyant compétence pour déterminer par arrêté les lieux, les jours, les heures et les redevances d'occupation du domaine public où le stationnement est réglementé eu égard aux exigences de la circulation et du stationnement.

L'article L. 2333-87-III du CGCT prévoit que le produit des forfaits de post-stationnement finance les opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation. Si la commune qui a institué la redevance de stationnement est compétente en matière de voirie, ce produit peut être utilisé pour financer des opérations de voirie.

Un décret a précisé les modalités de ce reversement, en fonction des conditions d'organisation locale du stationnement payant sur voirie : les établissements publics à fiscalité propre ne disposant pas de l'ensemble des compétences prévues à l'article R. 2333-120-18 du CGCT et la commune ayant institué la redevance de stationnement signent une convention, avant le 1er octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfaits de post stationnement reversée, en année N+1, à l'EPCI pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

La convention a pour objet de définir que le produit des recettes des FPS payés pour l'occupation du domaine public de Sens par le stationnement payant soit intégralement conservé par la Ville de Sens.

La convention est signée pour le produit des FPS de l'année 2026 et devra être renouvelée chaque année avant le 1er octobre.

Le Conseil communautaire A LA MAJORITE :

ARTICLE 1 :

APPROUVE les termes de la convention de répartition du produit des forfaits post-stationnement, annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et à signer tout acte s'y rapportant.

Détail des votes :

Nombre de votants : 59

Pour : 56

Contre : 3 (Ludovic MASSARD, Luc BERNIER, et Marine VIGNE)

Abstentions, blancs, nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 59

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_12-DE

Annexe :
Convention de répartition du produit des forfaits post-stationnement (FPS)

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_13-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921730013

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

FINANCES – Approbation d'une cession d'un bien mobilier sur la plate-forme de vente aux enchères AGORASTORE

Rapporteur :
Clarisse QUENTIN

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :
ODD 11 : Villes et communautés durables

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-10, L. 5211-1 et L. 5216-1 ;

VU la décision du Président n°DEC2408160194LO en date du 16 août 2024 relative à la conclusion d'un contrat cadre de mandat et de fourniture de prestations de ventes aux enchères publiques en ligne avec la société AGORASTORE ;

Considérant que dans le cadre de son renouvellement de véhicules, et dans un souci de gestion optimisée de ses biens mobiliers, la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais procède régulièrement à des ventes aux enchères ;

Considérant la procédure d'enchères publique via la plateforme AGORASTORE intervenue dans le cadre de la vente pour les véhicules précisés dans la présente délibération. ;

Considérant que pour l'aliénation de gré à gré supérieure à 4 600 €, le Conseil communautaire est compétent pour décider des conditions de la vente ;

Considérant les biens susmentionnés disposent d'un prix d'enchère minimum de 4 600 € TTC pour les acquéreurs intéressés ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de l'établissement public de coopération intercommunale de céder les biens mobiliers devenus inutiles ou obsolètes afin d'optimiser la gestion de son patrimoine ;

Considérant que la vente du camion permet de dégager une recette non négligeable au profit du budget de l'agglomération.

La Communauté d'agglomération du Grand Sénonais (CAGS) a acquis au cours des années passées des véhicules, matériels et mobiliers pour les besoins des services. Régulièrement, elle procède au renouvellement de ce parc devenu obsolète et économiquement non réparable. Ces matériels sont alors retirés de l'actif pour être réformés. Ils peuvent, si leur état le permet, faire l'objet d'une vente, d'un don ou le cas échéant être détruits.

Dans un objectif de réduction des espaces de stockage et en application du principe de « développement durable», la CAGS a opté, en septembre 2024, pour la mise en vente de ces biens par le biais d'une plateforme de vente en ligne d'enchères : AGORASTORE.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_13-DE

Ce dispositif qui allie transparence et performance, transaction conclue avec le plus offrant a permis d'une part d'offrir à ces matériels une seconde vie auprès de nouveaux propriétaires utilisateurs et de générer, d'autre part, de nouvelles recettes en réintégrant le produit de ces ventes.

Le contrat avec AGORASTORE est d'une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction dans la limite d'une durée de 4 ans. Les frais de commission acheteur hors taxe s'élèvent à 15 %, auquel s'ajoute 75 € de frais de dossiers pour les matériels roulants et véhicules. Aussi, les périodes de septembre à novembre sont les plus favorables pour vendre du matériel, selon les statistiques transmises par la société.
Les véhicules et le matériel susceptibles d'être concernés sont les suivants :

- 1 véhicule de marque BAROUD acquis le 01/08/2019, estimé à 12 000 € ;
- 1 tondeuse de marque KUBOTA acquis le 27/02/2020, estimée à 10 000 €.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :

APPROUVE les ventes des véhicules et matériels susmentionnés, dont le montant est supérieur à 4 600 €. Cette vente est intervenue au terme d'une vente aux enchères réalisée à partir du site de vente aux enchères en ligne AGORASTORE.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et à signer tout acte s'y rapportant.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_14-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921730014

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ADMINISTRATION GENERALE – Désignation des représentants de l'agglomération au sein de l'Association AMORCE

Rapporteur :
Raphaël MAÏSSA

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 11 : Villes et communautés durables
ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5216-5, L. 2121-21, L. 2121-33 ;

VU la délibération n°DEL260518020022 du Conseil communautaire en date du 18 mai 2026 désignant les représentants de l'agglomération au sein de l'Association AMORCE ;

VU les statuts de l'association AMORCE ;

VU l'adhésion de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'association AMORCE ;

Considérant que l'association AMORCE, créée en 1987, constitue le premier réseau national d'information, de partage d'expériences et d'accompagnement des collectivités territoriales et des acteurs locaux en matière de transition énergétique, de gestion des déchets et de gestion durable de l'eau ;

Considérant qu'AMORCE joue également un rôle de représentation et de défense des intérêts des collectivités auprès des pouvoirs publics nationaux et européens, contribuant ainsi à l'élaboration des politiques environnementales et énergétiques;

Considérant que la participation de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais à cette association permet de renforcer ses capacités d'ingénierie, d'anticiper les évolutions réglementaires et de s'inscrire dans une dynamique de réseau et de coopération avec d'autres territoires engagés dans la transition écologique ;

Considérant que le binôme désigné (délégué titulaire et délégué suppléant) doit être composé d'une candidate et d'un candidat ;

Considérant que la désignation intervenue le 18 mai 2026 ne respecte pas le principe de parité, imposé par les statuts de l'association, et qu'à ce titre il convient de désigner deux nouveaux membres ;

Considérant que la désignation peut intervenir au scrutin secret ou à main levée, sauf opposition d'un tiers des membres présents.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_14-DE

AMORCE est aujourd'hui le principal réseau national des collectivités engagées dans la transition écologique, couvrant des domaines essentiels pour les intercommunalités tels que la gestion des déchets, la transition énergétique et la gestion durable de l'eau. Elle offre à ses membres un accès à une expertise pluridisciplinaire, à des ressources techniques et à des retours d'expériences concrets, leur permettant d'améliorer la qualité et l'efficacité de leurs politiques publiques.

L'agglomération du Grand Sénonais bénéficie, en participant à cette association, d'un accompagnement opérationnel dans l'exercice de ses compétences, notamment en matière de planification énergétique, de développement des énergies renouvelables, de prévention et valorisation des déchets ou encore de gestion des services publics environnementaux. Elle peut également participer à des groupes de travail, échanger avec d'autres collectivités et contribuer à l'élaboration de positions communes à l'échelle nationale.

Par ailleurs, AMORCE constitue un interlocuteur reconnu des pouvoirs publics et un acteur influent dans la construction des politiques environnementales. La présence de l'Agglomération en son sein permet ainsi de faire entendre les spécificités et les besoins du territoire, tout en participant activement aux réflexions sur les grandes orientations de la transition écologique.

Conformément au règlement intérieur de l'AMORCE (article II.1 : Composition des sous collèges), il est indiqué : « *Chaque candidature est recevable si elle est composée d'un Délégué Titulaire et d'un Délégué Suppléant - le binôme doit être composé d'une candidate et d'un candidat* ».
A ce titre, si l'agglomération souhaite candidater, la délibération nécessite une actualisation.

Dans ce contexte, il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de sexe différent de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais afin de siéger au sein des instances de l'association AMORCE.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :
RENONCE au scrutin secret et procède au vote par scrutin public.

ARTICLE 2 :
DÉSIGNE Gerard BRUNIN représentant titulaire et Marine VIGNE représentante suppléante de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais pour siéger au sein des instances de l'association AMORCE.

ARTICLE 3 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_15-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921720015

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ADMINISTRATION GENERALE – Désignation des représentants de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais au sein du Syndicat Mixte d'adduction d'eau potable Sens Nord Est/Sources des salles

Rapporteur :
Alexandre BOUCHIER

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-21, L. 5216-5, L. 2121-33 et L. 5711-1 ;

VU les statuts du Syndicat Mixte d'adduction d'eau potable Sens Nord Est/Sources des salles ;

VU la délibération n°DEL260518020028 du Conseil communautaire en date du 18 mai 2026 désignant les représentants de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais au sein du Syndicat Mixte d'adduction d'eau potable Sens Nord Est/Sources des salles ;

VU la délibération n°202605JUIN04 du Conseil municipal de la commune de Saint-Martin-du-Tertre en date du 05 juin 2026 relative à l'élection des délégués au Syndicat Mixte d'adduction d'eau potable Sens Nord Est/Sources des salles ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour la liste des désignations à la suite de la démission d'un des représentants titulaires du Conseil municipal de Saint-Martin-du-Tertre.

La Communauté d'agglomération du Grand Sénonais, au titre de ses partenariats et de ses compétences, est adhérente, partenaire ou actionnaire de divers organismes extérieurs et associations. Il en est de même des différentes commissions spéciales instaurées dans le cadre des politiques publiques menées par l'agglomération, au titre de ses compétences.

A ce titre, le Conseil communautaire doit pourvoir à la désignation de ses représentants au sein des instances de ces différents organismes ou commissions.

Le Conseil communautaire, par une délibération du 18 mai dernier, avait désigné les représentants de l'agglomération au sein du Syndicat Mixte d'Adduction en Eau Potable Sens Nord-Est/Source des Salles, sur fondement

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_15-DE

des propositions de candidats titulaires et suppléants émises par les communes concernées par le périmètre du syndicat.
Le Syndicat Mixte d'Adduction en Eau Potable Sens Nord-Est / Source des Salles est une structure publique qui assure la gestion de l'eau potable pour plusieurs communes situées dans le nord-est du secteur de Sens, dans le département de l'Yonne.
Le syndicat regroupe plusieurs collectivités territoriales de l'agglomération (*Courtois-sur-Yonne, Fontaine-la-Gaillarde, Maillot, Malay-le-Grand, Malay-le-Petit, Noé, Saligny, Saint-Clément, Saint-Denis-lès-Sens, Saint-Martin-du-Tertre, Villiers-Louis, Voisines*) afin de mutualiser les moyens techniques et financiers nécessaires à la gestion du service d'eau potable. Cette organisation permet d'optimiser les investissements, d'entretenir et de moderniser les réseaux de distribution, ainsi que de sécuriser l'approvisionnement sur l'ensemble du territoire concerné. Le fonctionnement repose sur des élus locaux qui prennent les décisions concernant les travaux, la gestion des infrastructures et le budget, financé principalement par les usagers via leur facture d'eau.
Le 05 juin 2026, le Conseil municipal de Saint-Martin-du-Tertre a désigné Monsieur Denis PARIS, comme étant le représentant titulaire au sein du syndicat, à la suite de la démission de Monsieur Francis BERRY. Il convient d'actualiser la liste des membres, conformément aux dispositions en vigueur.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :

DÉSIGNE les représentants de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais ci-dessous au sein du Syndicat Mixte d'Adduction en Eau Potable Sens Nord-Est/Source des Salles, conformément aux propositions émises par délibération des communes concernées par le périmètre du Syndicat, à savoir :

COMMUNE	DELEGUE TITULAIRES	DELEGUE SUPPLEANTS
Courtois-sur-Yonne	Florian ION	Éric BERTHAULT
Fontaine-la-Gaillarde	Jérémy SAUVAGE	Corinne LEUOW
Maillot	Joël PÉREZ	Gildas NTONDELET KIYINDOU
Malay-le-Grand	Alain PENTECOTE	Thierry ROIG-PONS
Malay-le-Petit	Pascal RÉMOND	Valérie FEVRIER
Noé	Pascal THERIAL	Thierry POURRIN
Saligny	Isabelle ITEMAN	Denis ROLLAND
Saint-Clément	Michel JOUAN	Etienne HENRIOT
Saint-Denis-lès-Sens	Pascal BARBET	Thierry VIRFOLET
Saint-Martin-du-Tertre	Denis PARIS	Amandine VAHER
Villiers-Louis	Bérénice POLROT	Stéphane OFFER
Voisines	Gérard GANET	Pierre BAERT

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à entreprendre l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout acte ou document s'y rapportant.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_16-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921020016

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ADMINISTRATION GENERALE – Désignation des représentants de l'agglomération au sein du Comité local pour l'emploi

Rapporteur :
Michel GRASS

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 11 : Villes et communautés durables
ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5216-5, L. 2121-21, L. 2121-33 ;

VU le Code du travail, et notamment l'article R. 5311-32 ;

VU la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi ;

VU le décret n° 2024-560 du 18 juin 2024 précise les missions, la composition et le fonctionnement des comités locaux pour l'emploi ;

VU le courrier de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des populations en date du 29 avril 2026 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDETSPP-SDTAE-2024-40S signé le 26 novembre 2024 désignait comme représentants de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais au CLPE de l'arrondissement Madame Clarisse QUENTIN en tant que titulaire et Monsieur Marc BOTIN en tant que suppléant ;

Considérant la nécessité d'assurer la représentation de l'agglomération au sein du comité local pour l'emploi de l'arrondissement afin de garantir le bon fonctionnement des instances et la défense des intérêts communautaires.

Considérant le renouvellement du Conseil communautaire à la suite des élections municipales de mars 2026, et son installation le 15 avril 2026 ;

Considérant que la désignation peut intervenir au scrutin secret ou à main levée, sauf opposition d'un tiers des membres présents.

Les comités territoriaux sont des instances de concertation qui visent à simplifier la gouvernance des politiques de l'emploi et à renforcer la coordination entre l'État, les collectivités territoriales et les différents acteurs locaux. Ils permettent de mieux prendre en compte les réalités et les besoins propres à chaque territoire afin d'apporter des réponses plus adaptées et plus efficaces.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_16-DE

Le comité local pour l'emploi constitue l'échelon opérationnel et de proximité de cette organisation. Il permet de faire remonter les besoins identifiés localement, de partager un diagnostic commun et de coordonner les actions des différents partenaires. Il assure ainsi la déclinaison concrète, au niveau local, des orientations et des moyens définis aux niveaux départemental et régional.

Pour les collectivités territoriales, et leurs groupements, cette instance constitue un espace privilégié pour faire valoir leur connaissance du territoire, contribuer à la définition des priorités et participer directement à la mise en œuvre des politiques de l'emploi et de l'insertion. Elle permet également de mieux articuler les actions menées en matière d'emploi avec celles relatives au développement économique, à la formation, à la mobilité ou encore à l'accompagnement des publics les plus éloignés de l'emploi.

L'intérêt du comité local pour l'emploi réside donc dans sa capacité à favoriser une action collective, coordonnée et davantage adaptée aux besoins du territoire, en permettant de passer d'une logique de dispositifs à une logique de réponses concrètes et ciblées.
La Communauté d'agglomération du Grand Sénonais dispose d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au sein du comité. De ce fait, il revient au Conseil communautaire de désigner ses représentants au sein dudit comité.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

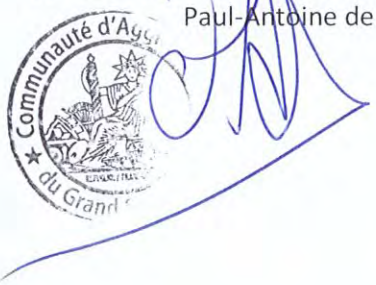
ARTICLE 1 :
RENONCE au scrutin secret et procède au vote par scrutin public.

ARTICLE 2 :
DÉSIGNE Michel GRASS représentant titulaire et Corinne BAECKE représentante suppléante de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais pour siéger au sein du comité local pour l'emploi de l'arrondissement.

ARTICLE 3 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_17-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921310017

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ADMINISTRATION GENERALE – Ressources humaines – Modification du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Rapporteur :
Nicole LANGEL

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction Publique notamment les articles L. 712-1, L. 714-1, L.714-4 à 13 ;

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article L. 714-4 du code général de la fonction publique;

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

VU le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux;

VU le décret n° 2026-484 du 10 juin 2026 portant dispositions statutaires applicables aux emplois fonctionnels administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

VU le décret n° 2026-487 du 10 juin 2026 relatif au régime indemnitaire des agents nommés ou recrutés dans certains emplois administratifs supérieurs de la fonction publique territoriale ;

VU l'arrêté ministériel (NOR : ATDB2517727A) du 3 juillet 2026 fixant la liste, le niveau et le nombre des emplois administratifs supérieurs de la fonction publique territoriale ;

VU la circulaire (NOR : RDFF1427139C) du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

VU la délibération n°DEL251218310027 du Conseil communautaire en date du 18 décembre 2025 portant modification du R.I.F.S.E.E.P. ;

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_17-DE

VU la délibération n°DEL260205310012 du Conseil communautaire en date du 5 février 2026 portant actualisation du RIFSEEP;

VU l'arrêté du 3 juillet 2026 relatif à la répartition par niveaux des emplois relevant du décret n° 2026-484 du 10 juin 2026 portant dispositions statutaires applicables aux emplois fonctionnels administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 17 septembre 2026 ;

VU le tableau des effectifs ;

Considérant que la réforme, entrée en vigueur au 1er juillet 2026, instaure un régime indemnitaire propre aux emplois administratifs supérieurs de direction des collectivités et des établissements publics locaux assimilés de plus de 40 000 habitants, harmonisé avec celui appliqué aux emplois supérieurs de l'État ;

Considérant que ce régime indemnitaire repose sur deux parts, l'une tenant compte des fonctions, des sujétions et de l'expertise (IFSE), l'autre liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (CIA) ;

Considérant que la réforme supprime le bénéfice de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et de la prime de responsabilité aux agents concernés par ce nouveau régime indemnitaire.

Dans le cadre de la réforme relative à la fonction publique territoriale, l'établissement, classé dans la strate des plus de 40 000 habitants, doit adapter le régime indemnitaire applicable aux administrateurs territoriaux et aux emplois fonctionnels. Cette réforme transpose dans la fonction publique territoriale les principes adoptés pour la haute fonction publique de l'État en 2023 et en harmonise les structures indiciaires, les règles de carrière, les dispositifs de mobilité et les régimes indemnitaires.

Le régime indemnitaire est composé de deux parts :

- une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise, liée aux fonctions exercées, aux responsabilités, aux sujétions et à l'expertise requise, et
- un complément indemnitaire annuel (CIA), lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

A ce titre, les emplois de l'établissement sont classés selon le tableau ci-dessous. Les plafonds mentionnés constituent les montants maximums annuels autorisés.

Administrateurs territoriaux			Emplois fonctionnels (DGS et DGA)		
Groupe de fonctions	IFSE	CIA	Groupe de niveau	IFSE	CIA
1	63 000 €	15 750	1	115 000 €	50 000 €
2	57 200 €	14 300 €	2	101 000 €	44 000 €
3	51 200 €	12 800 €	3	77 000 €	33 000 €
4	45 400 €	11 350 €	4	63 000 €	27 000 €

Les montants individuels de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et du complément indemnitaire annuel (CIA) seront déterminés par l'autorité territoriale en tenant compte des missions, des responsabilités exercées, des sujétions particulières, des compétences et de l'engagement professionnel des agents, conformément aux délibérations du 18 décembre 2025 et du 5 février 2026.

Par ailleurs, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, la nouvelle bonification indiciaire (NBI) ainsi que la prime de responsabilité sont supprimées pour les emplois administratifs supérieurs de direction conformément aux textes en vigueur.

La présente délibération entre en vigueur au 1er octobre 2026 et amende à compter de cette date, pour ce qui concerne les emplois auxquels s'applique le régime indemnitaire prévu par le décret n°2026-487 du 10 juin 2026, toutes les délibérations antérieures relatives au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_17-DE

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :

ADOPTE le régime indemnitaire des administrateurs territoriaux et des emplois fonctionnels visés par le décret n°2026-487 du 10 juin 2026.

ARTICLE 2 :

ABROGE les dispositions des délibérations antérieures du Conseil communautaire concernant le régime indemnitaire des emplois auxquels s'applique le régime indemnitaire prévu par le décret n°2026-487 du 10 juin 2026, à compter du 1er octobre 2026.

ARTICLE 3 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toute décision nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_18-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921310018

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ADMINISTRATION GENERALE – Ressources humaines – Adoption d'un règlement numérique et d'une Charte Intelligence Artificielle

Rapporteur :
Nicole LANGEL

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 8 : Travail décent et croissance économique
ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5216-5 et L. 5211-11-2 ;

VU le Code général de la fonction publique ;

VU le Code de la propriété intellectuelle ;

VU le Code pénal ;

VU le Code du patrimoine, notamment les dispositions relatives aux archives publiques ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

VU la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs ;

VU la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique ;

VU la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 10 juin 2026 ;

Considérant la nécessité, pour le bon fonctionnement des services, de définir les règles d'utilisation des systèmes d'information, des outils informatiques et de communication mis à disposition par l'établissement ;

Considérant que l'émergence de l'intelligence artificielle (IA) générative, de plus en plus intégrée aux pratiques professionnelles, offre des opportunités en matière d'optimisation des processus, d'analyse de données et d'aide à la décision, mais soulève également des enjeux éthiques, juridiques et techniques ;

Considérant que l'adoption conjointe du Règlement numérique et de la Charte IA s'inscrit dans une démarche globale de modernisation des services publics, tout en préservant les droits fondamentaux des agents et des citoyens.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_18-DE

Le Règlement numérique

Dans un contexte de transformation numérique accélérée, la Ville de Sens, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais se dotent de plus en plus d'infrastructures et d'outils numériques indispensables au bon fonctionnement de leurs services et à la qualité de la relation avec les usagers.

C'est dans ce cadre que le présent règlement est élaboré, afin de préciser et formaliser les conditions d'utilisation de ces ressources au sein des trois organisations, dans le respect des obligations légales et des principes du service public.

Le règlement est un document ayant pour objet de définir les règles d'utilisation des ressources numériques, des réseaux et des systèmes d'information à l'attention de tous les utilisateurs internes de la ville de Sens, du CCAS et de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais.

Il vise ainsi à assurer l'utilisation optimale de ces ressources dans le respect de la loi, de l'éthique et des règles d'usage. Il s'appuie notamment sur le cadre légal et règlementaire en vigueur ainsi que sur les différentes recommandations émises par les autorités et organismes compétents en la matière.

Le manquement au règlement pourra éventuellement mener à des sanctions telles que le retrait d'un outil, des mesures d'ordre disciplinaire et/ou des poursuites pénales.

La Charte Intelligence Artificielle

Ces dernières années ont été marquées par un développement rapide de l'utilisation de l'Intelligence Artificielle (IA) générative dans les sphères personnelle et professionnelle. De plus en plus accessibles, ces outils s'intègrent dans les pratiques quotidiennes des agents, offrant de nouvelles perspectives en matière de production de contenu, d'analyse de données et d'aide à la décision.

Soucieuses d'accompagner l'innovation numérique au service de l'intérêt général et conscientes de la nécessité pour les agents de disposer d'un cadre défini, la Ville de Sens, le CCAS et la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais s'engagent à promouvoir un usage éthique et responsable de l'IA.

La Charte fixe 10 principes directeurs destinés à encadrer l'utilisation de ces outils, parmi lesquels la souveraineté numérique et la maîtrise humaine.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :

ADOPTE le Règlement numérique et la Charte Intelligence Artificielle.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toute décision nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Annexes :
Règlement numérique
Charte IA

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_19-DE

En Bourgogne, aux Portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921310019

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ADMINISTRATION GENERALE – Ressources humaines – Rémunération des heures supplémentaires

Rapporteur :
Nicole LANGEL

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 1 : Pas de pauvreté
ODD 8 : Travail décent et croissance économique
ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5216-5 ;

VU le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L. 712-1 et L. 714-4 ;

VU le décret n°50-1253 du 6 octobre 1950 fixant les taux de rémunération des heures supplémentaires d'enseignement effectuées par des personnels enseignants des établissements d'enseignement du second degré ;

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

VU le décret n°2010-310 du 22 mars 2010 relatif aux indemnités forfaitaires représentatives de travaux supplémentaires allouées à certains personnels de la fonction publique hospitalière et aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

VU l'arrêté du 25 février 2002 fixant la liste des corps de fonctionnaires relevant des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur éligibles à l'indemnité d'administration et de technicité ;

VU l'arrêté ministériel du 27 février 1962 portant sur les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux ;

VU l'arrêté du 12 mai 2014 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales ;

VU la délibération n°DEL250327310014 du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025 portant sur la rémunération des heures supplémentaires des agents de l'agglomération ;

VU l'avis du Comité Social Territorial du 17 septembre 2026 ;

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_19-DE

Considérant que le personnel de l'agglomération du Grand Sénonais peut être appelé, selon les besoins du service, à effectuer des heures complémentaires dans la limite de la durée légale du travail et des heures supplémentaires au-delà de la durée légale de travail ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour la liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires.

Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande de l'autorité territoriale ou du chef de service dès qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail. En dessous des 35 heures, les agents à temps non complet bénéficient quant à eux d'heures complémentaires.

La compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur, à défaut elle donne lieu à indemnisation conformément à la règlementation en vigueur.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) peuvent être versées aux agents de catégorie C et B dès lors que leurs missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires : titulaires, stagiaires ou contractuels ; à temps complet, temps partiel ou à temps non complet. De plus, Le contingent mensuel des heures supplémentaires accomplies est par principe limité à 25 heures.

Heures supplémentaires – régime de droit commun :
Les agents de catégorie A ne peuvent pas bénéficier de l'indemnisation d'heures supplémentaires (sauf exception pour certains cadres d'emplois appartenant à la filière médico-sociale).

Conformément à l'article 2 du décret du 6 septembre 1991, l'organe délibérant fixe la liste des emplois ouvrant droit à l'IHTS. Celle-ci est donc actualisée en annexe au regard de l'évolution des services.

Heures supplémentaires – régime spécifique relatif aux élections :
Par ailleurs, les heures supplémentaires réalisées dans le cadre des élections font l'objet d'un traitement spécial. Il existe deux modes de rémunération distincts :

- Pour les agents pouvant bénéficier des IHTS : paiement en IHTS ;
- Pour les agents ne pouvant pas bénéficier d'IHTS : taux forfaitaire horaire de 22 € quel que soit le grade et l'indice détenu.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :
ABROGE la délibération n° DEL250327310014 du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025 portant sur la rémunération des heures supplémentaires.

ARTICLE 2 :
ADOPTE les indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet, non complet et temps partiel et les agents contractuels de droit public relevant des emplois cités en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 3 :
INSCRIT au budget les crédits correspondants.

ARTICLE 4 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout acte s'y rapportant.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_19-DE

Annexe :
Liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_20-DE

GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION
En Bourgogne, aux portes de Paris

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921310020

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ADMINISTRATION GENERALE – Ressources humaines – Modification du tableau des effectifs permanents

Rapporteur :
Nicole LANGEL

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5216-5 ;

VU le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 313-1 ;

VU la délibération n°DEL250327310015 du Conseil communautaire en date du 27 mars 2025 fixant au 1er janvier 2025 le tableau des effectifs ;

VU l'avis du Comité Social Territorial du 17 septembre 2026.

Compte-tenu des besoins de l'agglomération, les postes permanents suivants sont **créés** :

FILIERE ADMINISTRATIVE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
A	1	Chargé de mission coordination	Cadre d'emplois des attachés	100%	Création de poste
A	1	Chargé de mission sécurité, prévention et tranquillité publique	Cadre d'emplois des attachés	100%	Création de poste
C/B	1	Responsable administratif, service Relations usagers et facturation	Adjoint administratif principal de 1ère classe	100%	Mutation de Ville
C	1	Assistant administratif	Cadre d'emplois des adjoints administratifs Ou cadre d'emplois des rédacteurs	100%	Mutation de Ville

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_20-DE

A+	1	Directeur des Finances	Administrateur territorial 1er grade	100%	Reclassement statutaire suite à réforme
A+	1	Directeur général des services	Administrateur territorial 2ème grade	100%	Reclassement statutaire suite à réforme

FILIERE ADMINISTRATIVE / TECHNIQUE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
A	1	Chef de projet PETR	Cadre d'emplois des Attachés Ou Cadre d'emplois des Ingénieurs	100%	Création de poste

FILIERE TECHNIQUE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
C	1	Agent de déchèterie	Cadre d'emplois des adjoints techniques	100%	Mutation de Ville
C	1	Agent d'entretien et d'exploitation des STEP	Cadre d'emplois des adjoints techniques	100%	Recrutement suite départ en retraite

FILIERE CULTURELLE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
B/A	1	Enseignant artistique Chant et Chorale	Cadre d'emplois des ATEA ou Cadre d'emplois des PEA	100%	Recrutement à la suite d'une fin de contrat
B	1	Enseignant artistique Trom-pette	Cadre d'emplois des ATEA	35%	Modification du taux d'emploi
B	1	Enseignant artistique Théâtre	Cadre d'emplois des ATEA	50%	Modification du taux d'emploi
B	1	Enseignant artistique Basse	Cadre d'emplois des ATEA	47,50%	Modification du taux d'emploi
B	1	Enseignant artistique Piano	Cadre d'emplois des ATEA	100%	Modification du taux d'emploi
B	1	Enseignant artistique Piano jazz	Cadre d'emplois des ATEA	40%	Modification du taux d'emploi

FILIERE SPORTIVE

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_20-DE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
B	1	Maitre-nageur sauveteur	Cadre d'emploi des ETAPS	100%	Recrutement à la suite d'un départ en retraite

Compte-tenu de l'évolution des besoins de l'agglomération, les postes suivants sont **supprimés** :

FILIERE CULTURELLE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
B	1	Enseignant artistique Trompette	Assistant d'Enseignement Artistique	30%	Modification du taux d'emploi
B	1	Enseignant artistique Théâtre	Assistant d'Enseignement Artistique	45%	Modification du taux d'emploi
B	1	Enseignant artistique Basse	Assistant d'Enseignement Artistique	35%	Modification du taux d'emploi
B	1	Enseignant artistique Basse	Assistant d'Enseignement Artistique	11,25%	Fin de contrat
B	1	Enseignant artistique Piano	Assistant d'Enseignement Artistique	80%	Modification du taux d'emploi
B	1	Enseignant artistique Piano jazz	Assistant d'Enseignement Artistique	60%	Modification du taux d'emploi
B	1	Enseignant artistique Chant et Chorale	Assistant d'Enseignement Artistique	50%	Fin de contrat
B	1	Enseignant artistique Chant et Chorale	AEA principal de 2ème classe	30%	Fin de contrat

FILIERE ADMINISTRATIVE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
A+	1	Directeur des Finances	Administrateur territorial	100%	Reclassement statutaire à la suite d'une réforme
A+	1	Directeur général des services	Administrateur territorial hors classe	100%	Reclassement statutaire à la suite d'une réforme

AVANCEMENTS DE GRADE ET PROMOTION INTERNE

Dans le cadre des avancements de grade et promotion interne et compte-tenu des besoins de l'agglomération, les postes permanents suivants **sont créés à compter du 1er octobre 2026 :**

FILIERE ADMINISTRATIVE

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_20-DE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
A	1	Directeur des piscines	Attaché principal	100%	Avancement de grade
B	1	Responsable adminis-tratif	Rédacteur principal de 2ème classe	100%	Avancement de grade
C	1	Gestionnaire des abon-nés facturation	Adjoint administratif principal de 1ère classe	100%	Avancement de grade
C	2	Assistant de direction	Adjoint administratif principal de 1ere classe	100%	Avancement de grade
C	1	Assistant administratif	Adjoint administratif principal de 1ere classe	100%	Avancement de grade
C	1	Chargé de mission Commerce et artisanat	Adjoint administratif principal de 2ème classe	100%	Avancement de grade

FILIERE TECHNIQUE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
A	1	Directeur de l'Agence de l'Attractivité	Ingénieur hors classe	100%	Avancement de grade
B	1	Responsable collecte	Technicien principal de 1ere classe	100%	Avancement de grade
C	1	Releveur de compteurs	Adjoint technique principal de 2ème classe	100%	Avancement de grade

FILIERE ANIMATION

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
C	1	Animateur	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	100%	Avancement de grade
C	1	Animateur	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	26,22%	Réussite examen professionnel

FILIERE CULTURELLE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
C	1	Assistant administratif	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	100%	Avancement de grade

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_20-DE

FILIERE SPORTIVE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
B	1	Maître-nageur sauveteur	ETAPS principal de 2ème classe	100%	Réussite à concours

Dans le cadre des avancements de grade et des promotions internes et compte-tenu de l'évolution des besoins de l'agglomération, les postes suivants sont **supprimés** :

FILIERE ADMINISTRATIVE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
A	1	Directeur des piscines	Attaché	100%	Avancement de grade
B	1	Responsable administratif	Rédacteur	100%	Avancement de grade
C	1	Gestionnaire des abonnés facturation	Adjoint administratif principal de 2ème classe	100%	Avancement de grade
C	2	Assistant de direction	Adjoint administratif principal de 2ème classe	100%	Avancement de grade
C	1	Assistant administratif	Adjoint administratif principal de 2ème classe	100%	Avancement de grade
C	1	Chargé de mission Commerce et artisanat	Adjoint administratif	100%	Avancement de grade

FILIERE TECHNIQUE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
A	1	Directeur de l'Agence de l'Attractivité	Ingénieur principal	100%	Avancement de grade
B	1	Responsable collecte	Technicien principal de 2ème classe	100%	Avancement de grade
C	1	Releveur de compteurs	Adjoint technique	100%	Avancement de grade

FILIERE ANIMATION

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_20-DE

C	1	Animateur	Adjoint d'animation	100%	Avancement de grade
C	1	Animateur	Adjoint d'animation	26.22%	Réussite examen professionnel

FILIERE CULTURELLE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
C	1	Assistant administratif	Adjoint du patrimoine	100%	Avancement de grade

FILIERE SPORTIVE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
B	1	Maître-nageur sauveteur	ETAPS	100%	Réussite à concours

REFONTE DE L'ORGANIGRAMME – CAP 2032

Dans le cadre de la refonte de l'organigramme et compte tenu des besoins de l'agglomération, les postes permanents suivants seront **créés en date du 1er janvier 2027** :

FILIERE ADMINISTRATIVE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
A	1	Directeur des sports et de la vie associative	Attaché hors classe	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Directeur des ressources humaines adjoint en charge du service du développement RH	Attaché principal	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Directeur des transitions écologiques	Attaché principal	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Directeur du cadre de vie	Attaché	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Directeur des affaires juridiques et de la commande publique	Attaché	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Directeur de l'habitat et de la cohésion sociale	Attaché	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Directeur de l'urbanisme et de la cohérence territoriale	Attaché	100%	Mobilité interne CAP 2032

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_20-DE

FILIERE ADMINISTRATIVE / TECHNIQUE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
A/B	1	Directeur de la gestion et de la valorisation des déchets	Cadre d'emplois des Attachés Ou cadre d'emplois des Ingénieurs Ou cadre d'emplois des Techniciens	100%	Mobilité interne CAP 2032

FILIERE CULTURELLE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
B	1	Directeur des connaissances et des apprentissages	Assistant de conservation principal de 1ère classe	100%	Mobilité interne CAP 2032

Dans le cadre de la refonte de l'organigramme et compte tenu de l'évolution des besoins de l'agglomération, les postes suivants seront **supprimés en date du 1er janvier 2027 :**

FILIERE ADMINISTRATIVE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
A	1	Directeur des sports	Attaché hors classe	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Directeur des ressources humaines adjoint en charge du service paie-carrière	Attaché principal	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Chef du service transitions écologiques	Attaché principal	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Directeur du pôle aménagement et cohésion du territoire	Attaché	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Juriste	Attaché	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Responsable habitat social	Attaché	100%	Mobilité interne CAP 2032
A	1	Chargé de mission stratégies et développement territorial	Attaché	100%	Mobilité interne CAP 2032

FILIERE CULTURELLE

Catégorie	Poste	Emploi	Grade	Quotité	Motif
B	1	Coordinateur lecture publique	Assistant de conservation principal de 1ère classe	100%	Mobilité interne CAP 2032

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_20-DE

ARTICLE 1 :

ACCEPTE les créations et suppressions des postes susmentionnées.

ARTICLE 2 :

DIT que les postes créés pourront être pourvus par des contractuels, en cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, dans les conditions fixées par les articles L.332-8 à L.332-14 du Code général de la fonction publique. Ils devront dans ce cas justifier d'un diplôme du niveau requis et leurs traitements seront calculés par référence au maximum de l'indice brut terminal de la grille indiciaire sur laquelle ils seront positionnés.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_21-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921413021

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

COHESION SOCIALE – Lutte contre les violences faites aux femmes – Soutien financier au CIDFF89 dans le cadre du financement du dispositif « Téléphones Grave Danger »

Rapporteur :
Danielle POUTHÉ

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 3 : Bonne santé et bien être
ODD 5 : Egalité entre les sexes
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5216-5 ;

VU la loi n°2014-873 du 04 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

VU la délibération n°DEL260205600001 du Conseil communautaire en date du 05 février 2026 portant approbation du budget principal 2026 ;

VU la demande de subvention pour le projet « télé-protection grave danger » du CIDFF 89 reçue par voie électronique, au titre de l'année 2026, comprenant l'état financier 2025 et prévisionnel 2026 (ci-annexé) ;

Considérant que l'agglomération du Grand Sénonais, dans le cadre de ses politiques de cohésion sociale, de prévention de la délinquance et de lutte contre les violences faites aux femmes, entend poursuivre son accompagnement et son soutien, aux côtés du Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Yonne (CIDFF89) dans le cadre du financement du dispositif « Téléphone Grave Danger ».

Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) 89 propose une information globale et des réponses individualisées, accessibles et concrètes, notamment en matière de droit de la famille, droit du travail et droit des étrangers. L'accompagnement des personnes accueillies peut prévoir une orientation vers un autre service ou un relai extérieur.

En 2025, 319 femmes prises en charge par le CIDFF89 ont évoqué subir une situation de violence. La quasi-totalité des situations, soit 88%, concernaient des violences au sein du couple. Aussi, l'association propose un accompagnement spécialisé pour les femmes victimes de violences.

Le dispositif « Téléphone Grave Danger » initié dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) du Grand Sénonais, en partenariat avec de nombreuses structures et services administratifs (CIDFF89, ADAVIRS, Conseil départemental, Parquet, forces de l'ordre...) a pour objectif de renforcer la protection des femmes en situation de très grand danger résidant dans l'Yonne.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_21-DE

Depuis 2013, le CIDFF89 analyse et transmet les situations ou procède au recueil des renseignements lors d'un signalement par un partenaire rencontrant une victime en situation de grave danger. Ces informations sont transmises au Parquet, qui décide de l'attribution du « TGD ». Une juriste de l'association est présente au moment de la remise du téléphone à la bénéficiaire.

Les informations concernant la bénéficiaire sont alors transmises à une plateforme d'assistance et aux forces de l'ordre. Cela permet à la victime qui se sent en danger et qui déclenche un appel d'alerte, d'être identifiée et localisée, afin que les forces de l'ordre interviennent le plus rapidement possible sur les lieux. Le CIDFF89 assure ensuite un suivi régulier avec les victimes et les accompagne dans leurs démarches et procédures.

Depuis plusieurs années, le Grand Sénonais soutient financièrement le dispositif « Téléphone Grave Danger », dont l'utilité demeure pleinement démontrée. Le bilan réalisé par le CIDFF89 pour l'année 2025 le confirme et met en évidence, sur le ressort du tribunal judiciaire de Sens, une augmentation constante du nombre de téléphones mis à disposition et, par conséquent, du nombre de bénéficiaires. En effet, sur les 84 femmes ayant bénéficié d'un TGD à l'échelle du département en 2025, 48 relevaient du ressort du tribunal judiciaire de Sens, contre 41 en 2024. À titre de comparaison, le ressort du tribunal judiciaire d'Auxerre comptait 24 bénéficiaires en 2025.

Au regard de ce bilan et de la volonté de l'agglomération de poursuivre son engagement, aux côtés de ses partenaires, dans la lutte contre les violences faites aux femmes, il est proposé de renouveler la participation financière du Grand Sénonais au dispositif « Téléphone Grave Danger » en attribuant une subvention de 3 000 € au CIDFF89, afin de contribuer à son financement, compte tenu notamment du nombre important de bénéficiaires relevant du ressort du tribunal judiciaire de Sens.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :

APPROUVE l'octroi d'un soutien financier de 3 000 € au profit du CIDFF89 dans le cadre du financement du dispositif « Téléphone Grave Danger ».

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à entreprendre l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la décision et à signer tout acte s'y rapportant.

Annexe
CIDFF89 – Financement TGD
Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_22-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921413022

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

COHESION SOCIALE – Convention territoriale globale – Approbation de la convention territoriale globale 2027-2031 à l'échelle intercommunale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne

Rapporteur :
Paul-Antoine de CARVILLE

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 4 : Bonne santé et bien être
ODD 10 : Inégalités réduites
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5216-5 ;

VU le Code de la sécurité sociale, notamment les dispositions relatives aux missions des Caisses d'Allocations Familiales ;

VU la Circulaire CAF n°2020-001 en date du 16 janvier 2020 relative au déploiement des Conventions Territoriales Globales et des nouvelles modalités de financement en remplacement des Contrats Enfance Jeunesse ;

VU la délibération n°DEL221027400009 du Conseil communautaire en date du 27 octobre 2022 approuvant la Convention Territoriale Globale 2022-2026 avec la CAF de l'Yonne ;

VU le projet de Convention Territoriale Globale 2027-2031 annexé à la présente délibération ;

Considérant que la Convention Territoriale Globale est une démarche partenariale permettant la construction d'un projet social de territoire adapté aux besoins des habitants, sur la base d'un diagnostic partagé entre les 27 communes de l'agglomération, la communauté d'agglomération du Grand Sénonais et la Caisse d'allocations familiales de l'Yonne, conclut pour une durée de 5 ans ;

Considérant que cette convention vise à mieux répondre aux besoins des habitants en coordonnant les politiques publiques en faveur des familles, de la petite enfance, de l'enfance, de la jeunesse, de la parentalité, de l'accès aux droits, de l'animation de la vie sociale, du handicap et de l'inclusion sociale ;

Considérant que les orientations et le plan d'actions ont été validés lors du Comité de pilotage du 8 septembre 2026.

La Convention territoriale globale (CTG) est une démarche partenariale qui traverse toutes les missions et champs d'activités de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF). Elle constitue aujourd'hui le cadre de référence des

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_22-DE

relations entre la CAF et les collectivités territoriales. Elle succède aux anciens Contrats Enfance Jeunesse et permet de développer une approche transversale des politiques familiales et sociales.

Levier stratégique, elle est un outil permettant à une collectivité, ou ses groupements, et à la CAF de mettre en cohérence leurs politiques partagées et constitue un cadre politique d'une durée de cinq ans :

- ✓ S'accorder sur un projet social de territoire adapté aux besoins des habitants sur la base d'un diagnostic partagé ;
- ✓ Définir des orientations et objectifs partagés dans le cadre d'un plan d'actions.

Elle permet notamment de :

- ✓ Renforcer la coopération et la gouvernance partenariale ;
- ✓ Faciliter la mobilisation efficiente des fonds publics et éviter les doublons d'intervention ;
- ✓ Améliorer le fonctionnement et planifier le développement des services sur les territoires sur une période pluriannuelle.

Le bilan de la Convention Territoriale Globale 2022-2026 fait apparaître une dynamique partenariale désormais bien installée à l'échelle du Grand Sénonais. La convention a permis de renforcer la coopération entre les communes, l'agglomération, la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne et les partenaires, notamment à travers les comités thématiques, les réunions partenariales autour d'enjeux tels que le handicap, l'inclusion, l'enfance, la jeunesse ou encore la santé, ainsi que les comités de pilotage annuels.

Cette dynamique s'est également concrétisée par la mise en oeuvre d'actions telles que la semaine sans écrans, la journée des adolescents, l'Uniday, le dispositif "savoir rouler à vélo", le dispositif des "boîtes aux lettres papillons", Angela, déployés à l'échelle de l'agglomération. Ces démarches témoignent de la capacité des acteurs à construire des réponses communes au bénéfice des habitants et à conforter une approche transversale des politiques sociales et familiales. L'évaluation met également en évidence des axes de progression, notamment en matière de mobilisation de l'ensemble des communes, de pilotage, d'évaluation et de réduction des disparités territoriales. Ces constats ont directement nourri l'élaboration de la Convention Territoriale Globale 2027-2031, dont les orientations et le plan d'actions répondent aux besoins identifiés lors de cette évaluation.

Pour la période 2027-2031, la convention s'articulera notamment autour de quatre ambitions :

- Garantir une offre de services accessible, lisible et équitable sur l'ensemble du territoire
- Accompagner les parcours des enfants, des jeunes et des familles
- Renforcer les solidarités, l'inclusion et le pouvoir d'agir des habitants
- Faire de la CTG un véritable outil de pilotage territorial

La participation de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais à cette démarche traduit sa volonté de contribuer, aux côtés des communes membres et de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne, à la mise en œuvre d'un projet social de territoire répondant aux besoins des habitants.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 :

APPROUVE la Convention territoriale globale 2027-2031 de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer la Convention territoriale Globale 2027-2031 et tout acte s'y rapportant.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_22-DE

Annexe :
Projet de convention territoriale globale 2027-2031

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_23-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921720023

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

TRANSITION ENVIRONNEMENTALE – Cycle de l'eau – Rapport annuel sur le prix et la qualité de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais

Rapporteur :
Alexandre BOUCHIER

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 6 : Eau propre et assainissement

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2224-5 ;

VU le décret n°96-635 du 6 mai 1995, le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement doit être présenté en Conseil au plus tard dans les dix mois suivant la clôture de l'exercice ;

VU l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;

VU l'avis émis par la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 11 septembre 2026 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais exerce les compétences suivantes en matière d'eau et d'assainissement : Eau potable : production, stockage et distribution ; Assainissement collectif : collecte et épuration des eaux usées ; Assainissement non collectif (SPANC) : contrôle de conformité des installations ;

Considérant que ce rapport s'inscrit dans une démarche de développement durable, en permettant un suivi des performances des services et une comparaison interannuelle, tout en éclairant les usagers sur les enjeux liés à la gestion de l'eau et de l'assainissement.

Le rapport annuel 2025 présente des informations techniques et financières portant sur les compétences exercées par la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais :

- Eau potable : production, stockage et distribution ;
- Assainissement collectif : collecte et épuration des eaux usées ;
- Assainissement non collectif : contrôles de conformité.

Des indicateurs techniques et financiers, définis par arrêté, et regroupés suivant les thèmes ci-après sont présents dans le rapport 2025 :

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_23-DE

- Une présentation du service : organisation administrative, compétence, mode de gestion, nombre d'abonnés ;
- Des indicateurs techniques et financiers : volumes concernés, composantes du prix de l'eau et montant TTC du m^3 payé par l'abonné sur la base d'une consommation annuelle de 120 m^3, recettes, dette... ;
- Des indicateurs de performance :
  - Techniques : rendement des réseaux d'eau potable, conformité des installations, taux de desserte, performance des ouvrages d'épuration, dysfonctionnements... ;
  - Sanitaires : qualité de l'eau potable (analyses ARS) ;
  - Patrimoniaux : connaissance patrimoniale, inventaire des installations, taux et programme de renouvellement, ... ;
  - Environnementaux : protection de la ressource en eau, conformités des rejets des eaux usées dans le milieu naturel, devenir des boues de stations d'épuration...

Concernant le service de l'eau potable, l'année 2025 est marquée par une amélioration des performances du réseau. En effet, le rendement global atteint désormais 72,28 %, traduisant les efforts engagés par l'agglomération pour limiter les pertes en eau et optimiser le fonctionnement des infrastructures. Ce résultat s'explique notamment par un taux de renouvellement des réseaux de 0,85 %, représentant un investissement de 1 691 185 € HT consacré à la modernisation et au renouvellement du patrimoine. En complément, des travaux d'amélioration et de maintenance ont été réalisés sur les stations de production et les réservoirs, pour un montant de 425 287 € HT, contribuant ainsi à renforcer la fiabilité du service et à garantir une distribution de l'eau conforme aux exigences de qualité. Pour l'année 2025, le prix de l'eau est maintenu à **1,56 € HT par m³**, sans évolution par rapport à l'année précédente.

Concernant le service de l'assainissement collectif, l'agglomération a poursuivi un programme d'investissements soutenu afin de maintenir un haut niveau de performance des ouvrages. Ainsi, **1 089 523 € HT** ont été consacrés au renouvellement et à la réhabilitation des réseaux d'assainissement, tandis que **849 101 € HT** ont été investis dans les stations d'épuration afin d'assurer leur bon fonctionnement et leur adaptation aux exigences réglementaires. Les résultats obtenus sont particulièrement satisfaisants puisque, à l'issue du bilan annuel, les huit stations d'épuration exploitées sur le territoire ont toutes été déclarées conformes à la réglementation en vigueur, témoignant de la qualité de l'exploitation et des investissements réalisés. Le tarif de la redevance d'assainissement s'établit à **2,21 € HT par m³,** sans évolution par rapport à l'année précédente.

S'agissant du service public d'assainissement non collectif (SPANC), l'activité est restée soutenue en 2025 avec la réalisation de **441 contrôles de conformité** des installations. Ces contrôles permettent de vérifier le bon fonctionnement des dispositifs d'assainissement individuel, de préserver la qualité des milieux naturels et de garantir le respect des obligations réglementaires. Cette activité a généré une recette de 71 710 € HT.

Le Conseil communautaire

ARTICLE 1er :

PREND ACTE du rapport annuel sur la qualité et le prix des services publics de l'eau potable et de l'assainissement pour l'année 2025, ci-annexé.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et à signer tout acte s'y rapportant.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_23-DE

Annexe :
Rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement année 2025

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_24-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921720024

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

TRANSITION ENVIRONNEMENTALE – Cycle de l'eau – Fixation des modalités de calcul et de facturation de la redevance assainissement pour les habitations non raccordées au réseau d'eau potable

Rapporteur :
Alexandre BOUCHIER

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 6 : Eau propre et assainissement
ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-12-2 à L. 2224-12-5, R.2333-121 et suivants, et R. 2224-19-2 ;

VU le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 2242-9 et suivants ;

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 214-8 et suivants ;

VU les statuts de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais qui prévoient que les compétences « eau potable », « assainissement » et « eau pluviale » sont exercées par l'agglomération en lieu et place des communes-membres, depuis le 1er janvier 2017 ;

VU le règlement de service public d'assainissement collectif ;

VU la délibération n°DEL231221700002 du Conseil communautaire en date du 21 décembre 2023 relative établissant le prix du m3 d'eau assaini ;

Considérant que toute personne tenue de se raccorder au réseau d'assainissement et qui s'alimente en eau, totalement ou partiellement, à une source qui ne relève pas d'un service public doit en faire la déclaration à la mairie ;

Considérant que dans le cas où l'usage de cette eau générerait le rejet d'eaux usées collectées par le service d'assainissement, la redevance d'assainissement collectif est calculée : soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus aux frais de l'usager et dont les relevés sont transmis au service d'assainissement dans les conditions fixées par l'autorité mentionnée au premier alinéa de l'article R. 2224-19-1, soit, en l'absence de dispositifs de comptage, de justification de la conformité des dispositifs de comptage à la réglementation ou de transmission des relevés, sur la base de critères permettant d'évaluer le volume d'eau prélevé, définis par la même autorité et prenant en compte notamment le volume de référence nationale de 120 m3 ou le nombre d'habitant ;

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_24-DE

Considérant que certaines habitations du territoire de l'agglomération non raccordées au réseau d'adduction d'eau potable bénéficient du service d'assainissement collectif sans qu'il soit possible de leur facturer le service ;

Considérant que pour procéder au recouvrement de la contribution assainissement pour les abonnés non raccordés au réseau potable il convient de définir des modalités de calcul de la redevance d'assainissement.

Par une délibération en date du 21 décembre 2023, la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais a fixé les tarifs de la redevance d'assainissement à 2,207 € HT. La redevance d'assainissement collectif est due par les usagers qui bénéficient du service public de collecte et de traitement des eaux usées.

Pour les usagers raccordés au réseau public d'eau potable, le calcul de la redevance est effectué sur la base des volumes d'eau consommés, relevés par le service public d'eau potable. Certains usagers ne disposent toutefois pas d'un raccordement au réseau public d'eau potable et utilisent une ressource privée, notamment un puits ou un forage. Lorsque cette eau est utilisée pour des usages générant des eaux usées rejetées dans le réseau public d'assainissement, ces usagers demeurent redevables de la redevance d'assainissement.

Afin de permettre la facturation de cette redevance, l'article R. 2224-19-4 du Code général des collectivités territoriales prévoit, en l'absence de dispositif de comptage permettant de mesurer directement les volumes prélevés, que le volume d'eau utilisé puisse être évalué à partir de critères définis par l'autorité compétente.

Dans ce cadre, il est proposé de retenir, pour les usagers raccordés au réseau public d'assainissement collectif et non raccordés au réseau public d'eau potable, un volume forfaitaire de 120 m³ par habitation et par an.

Toutefois, afin de tenir compte de la composition effective du foyer, ce volume pourra être déterminé sur la base de 40 m³ par habitant et par an, sous réserve de la transmission par l'abonné d'une déclaration relative à l'utilisation de sa ressource privée (CERFA 13387-03) ainsi que d'un justificatif permettant d'établir le nombre de personnes composant le foyer.

En l'absence de transmission de ces éléments justificatifs, le volume forfaitaire de 120 m³ par habitation et par an sera appliqué. Ces modalités permettent d'harmoniser les pratiques existantes sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais et de garantir une facturation homogène de la redevance d'assainissement pour les usagers concernés.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1er :

ADOPTE pour les usagers raccordés au réseau public d'assainissement collectif et non raccordés au réseau public d'eau potable, les modalités suivantes de détermination du volume d'eau servant de base au calcul de la redevance d'assainissement :

- un volume forfaitaire de 120 m³ par habitation et par an en l'absence de transmission des éléments permettant d'établir le nombre d'habitants du foyer ;
- un volume de 40 m³ par habitant et par an, sur transmission par l'abonné de la déclaration relative à son alimentation en eau à partir d'une ressource privée et d'un justificatif permettant d'établir le nombre d'habitants composant le foyer.

ARTICLE 2 :

PRÉCISE que ces modalités s'appliquent aux usagers dont l'utilisation de la ressource privée génère des eaux usées rejetées dans le réseau public d'assainissement collectif.

ARTICLE 3 :

PRÉCISE que les volumes d'eau utilisés exclusivement pour des usages ne générant pas d'eaux usées susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement ne sont pas pris en compte dans le calcul de la redevance d'assainissement, conformément à la réglementation en vigueur.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_24-DE

ARTICLE 4 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et à signer tout acte s'y rapportant.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_25-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921720025

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

TRANSITION ENVIRONNEMENTALE – Cycle de l'eau – Tarification complémentaire – Conventions de rejet des eaux usées non domestiques

Rapporteur :
Alexandre BOUCHIER

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 6 : Eau propre et assainissement
ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5211-9 et suivants ;

VU le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 1337-2 et L. 1331-10 concernant les autorisations de déversement ;

VU le 12e programme d'intervention « Eau, Climat et Biodiversité » de l'Agence de l'eau Seine-Normandie (2025-2030) ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 concernant le raccordement d'eaux usées non domestiques au système de collecte ;

VU les notes techniques du 12 août 2016 et du 24 mars 2022 relatif au RSDE (recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau) et notamment l'élaboration d'un diagnostic amont ;

VU le règlement de service public d'assainissement collectif ;

VU les délibérations n°DEL221215700035 du Conseil communautaire en date du 15 décembre 2022 relatif au déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau public de l'agglomération et la mise en place d'une convention et fixation des tarifs de la redevance, et n°DEL24032170013 du Conseil communautaire en date du 21 mars 2024 concernant la-délégation au Président par le Conseil du pouvoir de la signature des conventions de déversement des eaux usées non domestiques ;

Considérant que les conventions doivent notamment permettre à la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais de maîtriser les volumes et charges de pollution rejetés, de limiter les émissions de polluants et de préserver la qualité des boues issues de la station de traitement des eaux usées ainsi que la qualité des rejets des eaux usées traitées et ainsi préserver le milieu naturel ;

Considérant que pour renforcer le déploiement de ces conventions de rejets des eaux usées non domestiques, il convient de redéfinir le cadre, notamment avec un plan financier, et un volet responsabilités.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_25-DE

Le raccordement des effluents non domestiques au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique. Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par la collectivité, ou l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) concerné, par la mise en place d'un arrêté d'autorisation de déversement pour tous les rejets non domestiques.

Des conventions de rejet peuvent être signées en plus entre l'établissement, l'agglomération et l'exploitant du réseau (si existant). L'autorisation de déversement est un acte administratif de droit public obligatoire pris sur la décision de l'agglomération sous forme d'arrêté (Article L1331-10 du Code de la santé publique).

La convention fixe les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées non domestiques. Elle a pour base le règlement d'assainissement. La convention spéciale de déversement est un document contractuel multipartite de droit privé entre l'entreprise et l'agglomération. Elle a été rendue obligatoire sur le territoire par le règlement de service public d'assainissement collectif. Ses objectifs sont les suivants :

- Contractualiser et fixer les modalités d'applications techniques, juridiques et financières complémentaires à la mise en œuvre des dispositions prises par l'autorisation de déversement ;
- Définir les volumes et la charge de pollution issus de l'activité industrielle et de définir les moyens de « contrôle » imposés par l'agglomération ;
- Maîtriser par l'agglomération des pollutions engendrées et de la qualité des boues de station dont dépendent directement les possibilités d'élimination ou de valorisation de ces boues ;
- Identifier et réduire les émissions potentielles de micropolluants conformément aux dispositions nationales ;
- Ne pas réduire les possibilités de développement de l'agglomération ni impliquer un surcoût pour l'usager. Le traitement des effluents par l'agglomération implique pour l'entreprise le paiement d'une redevance d'assainissement en contrepartie du service rendu.

Pour les raccordements non domestiques, sont fixées : les valeurs-limites de flux et de concentrations des composés acceptables, la liste des composés indésirables, la procédure d'instruction des dossiers, la fréquence et les modes de surveillance, etc. L'article 13 de l'arrêté du 21 juillet 2015 établit des prescriptions sur les conditions de délivrance et le contenu des autorisations de rejets.
La réalisation de ces conventions est également inscrite dans les fiches actions des diagnostics amont initial et complémentaire.

A ce jour, dans le modèle type de conventions rejets des effluents non domestiques rédigé par l'agglomération, il est mentionné des pénalités pour la bonne exécution de ladite convention.

Pour exemple, l'article 15.2, précise qu'en cas de non-transmission des résultats d'analyses au 28 février de l'année suivante pour l'année n-1, il pourra être facturé : 100 €/jour de retard, 48 heures après une relance par courrier avec accusé de réception restée sans effet.

Il convient d'ajouter des pénalités afin que les préconisations de ces conventions soient prises en compte par les entreprises :

- Non réponse pour la visite et / ou questionnaire sous 3 mois après réception d'une lettre en LRAR : 100€ par mois
- Non réalisation des analyses réglementaires (fréquence et liste des paramètres) : 200 € par analyse
- Impossibilité de procéder au contrôle : 100 € par contrôle
- Non-réalisation des aménagements permettant les mesures et prélèvements comme définis à l'article 10 : 100€ par an
- Non-respect des échéanciers de mise en conformité : 100 € par mois pendant 6 mois puis + 100% de cette redevance tous les 6 mois

Pour rappel, l'entreprise doit coopérer dans le cadre de cette convention. Si tel n'est pas le cas après deux mises en demeure restées sans effet, le branchement pourra être obturé conformément à l'article 18.1 « Conditions de fermeture du branchement ».

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_25-DE

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1er :

APPROUVE l'intégration dans les conventions spéciales de déversement des pénalités contractuelles suivantes, applicables dans les conditions prévues par les conventions :

- Non réponse pour la visite et / ou questionnaire sous 3 mois après réception d'une lettre en LRAR : 100€ par mois
- Non réalisation des analyses réglementaires (fréquence et liste des paramètres) : 100 € par analyse Impossibilité de procéder au contrôle : 100 € par contrôle
- Non-réalisation des aménagements permettant les mesures et prélèvements comme définis à l'article 10 : 100€ par an
- Non-respect des échéanciers de mise en conformité : 100 € par mois pendant 6 mois puis + 100% de cette redevance tous les 6 mois.

Ces pénalités constituent des pénalités contractuelles et sont appliquées dans les conditions, selon les procédures de relance et de mise en demeure et dans les limites prévues par les conventions spéciales de déversement.

ARTICLE 2 :

DÉLÈGUE, conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, à Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais, ou à son représentant, pour la durée de la présente délégation, l'attribution de conclure et signer les conventions spéciales de déversement des eaux usées non domestiques, dès lors que celles-ci sont établies conformément au cadre, aux conditions financières et aux pénalités approuvés par le Conseil communautaire. Cette délégation ne comprend pas le pouvoir de modifier les tarifs, redevances ou montants des pénalités fixés par le Conseil communautaire.

ARTICLE 3 :

ABROGE, à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération, la délibération n°DEL24032170013 du Conseil communautaire en date du 21 mars 2024 relative à la délégation au Président pour la signature des conventions de déversement des eaux usées non domestiques.

ARTICLE 4 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et à signer tout acte s'y rapportant.

Annexe :
Diagnostic amont complémentaire et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le bassin de la station du Grand Sénonais.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_26-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921720026

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

TRANSITION ENVIRONNEMENTALE – Cycle de l'eau – Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.) des champs captants de Saint Bond et Saint Père à Sens : Adoption des conclusions de l'enquête publique

Rapporteur :
Alexandre BOUCHIER

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 6 : Eau propre et assainissement
ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5216-5 ;

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais, et notamment sa compétence « Eau » telle que définie dans l'arrêté N°PREF/DCL/B3CL/2025/0060 du 20 janvier 2025 ;

VU la loi Constitutionnelle n°2005-205 du 1er mars 2025, et la Charte de l'Environnement en découlant ;

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L. 214-1 à 6 ;

VU le Code de la santé publique, notamment les articles L. 1321-1 à 10 et R. 1321-1 à 63.

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à la révision des périmètres de protection en date du 10 septembre 2016 ;

VU la délibération n°DEL230424700011du Conseil communautaire en date du 20 avril 2023 autorisant le lancement de l'enquête publique ;

VU l'arrêté du préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté du 28 novembre 2023 portant décision d'examen au cas par cas, en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'Environnement, dispensant le projet d'une évaluation environnementale ;

VU la demande d'autorisation environnementale déposée le 16 septembre 2024 et complétée le 6 janvier 2026, en vue de l'augmentation des prélèvements d'eau des ouvrages des champs captants de Saint Bond et Saint Père, situés sur le territoire de la commune de Sens ;

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_26-DE

VU la décision n°E26000038/21 du 6 mai 2026 de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Dijon désignant Monsieur Gérard FARRE-SEGARRA, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Madame Geneviève GARCIA, en qualité de commissaire enquêtrice suppléante ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er juin 2026 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique préalable à une autorisation environnementale des prélèvements d'eau, une autorisation de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine et une déclaration d'utilité publique pour la révision des périmètres de protection ;

Considérant que le présent projet nécessite une déclaration d'utilité publique consécutive à la révision des périmètres de protection des captages.

Dans le cadre de la mise en conformité des périmètres de protection des captages des Champs Captants de Saint Bond et Saint Père à Sens destinés à l'alimentation en eau potable, des démarches nécessaires à la régularisation des périmètres de protection du captage ont été engagées.

Par une délibération n°DEL2304247001 en date du 20 avril 2023, l'agglomération a entériné la prise en compte de l'augmentation des débits de production des puits de pompage de la manière suivante :

- Pour la station de pompage de Saint Bond, il est demandé un débit maximum par puits de 140 m³/heure soit 2 800 m³/jour.
- Pour la station de pompage de Saint Père, il est demandé un débit maximum de :
  - Pour le puits n° 4 : 170 m³/heure soit 3 400 m³/jour
  - Pour le puits n° 5 : 120 m³/heure soit 2 400 m³m³/jour
  - Pour le puits n° 6 : 70 m³/heure soit 1 400 m³/jour

Il était en effet indispensable pour autoriser la dérivation des eaux captées, d'obtenir l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine et de définir des périmètres de protection autour du point de prélèvement, afin de grever de servitudes légales les terrains compris à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée pour préserver le point d'eau de toute pollution éventuelle.

Les besoins futurs maximum aujourd'hui estimés à 15 600 m³par jour, il est donc nécessaire d'augmenter les prélèvements d'eau destinés à la consommation humaine sur les champs captants de Saint Bond et Saint Père.

Par ailleurs, les 6 puits des champs captants ont été réhabilités et les équipements des 2 stations de pompage et des captages associés ont été rénovés. Les nouvelles conditions d'exploitation justifient de remettre à jour la protection.

Le projet consiste donc à réviser les actuels périmètres de protection en place par Déclaration d'Utilité Publique (DUP) en date du 21/09/1994. Ils ont été établis pour un prélèvement de 120 m³/h sur chacun des 6 captages, soit un prélèvement journalier de 14 400 m³/jour, si on considère une exploitation de 20h/24. Cela correspond à environ 1 250 m³/j de plus que le débit journalier autorisé par la DUP actuelle.

A ce titre, une enquête publique devait se tenir. L'enquête s'est déroulée sur une période de 34 jours consécutifs du mercredi 1er juillet 2026 à 9h00 au lundi 3 août 2026 à 17h00, au service urbanisme de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public, afin de recueillir les observations et remarques éventuelles lors de 3 permanences : le mercredi 1er juillet 2026 de 9h00 à 12h00, le mardi 21 juillet 2026 de 14h00 à 17h00 et le lundi 3 août 2026 de 14h00 à 17h00.

L'enquête s'est déroulée conformément à la procédure prescrite et aucun incident n'a perturbé son déroulement. Une seule personne a été reçue lors d'une permanence pour des renseignements mais n'a formulé aucune observation écrite ni orale. En outre, l'agglomération n'a pas réceptionné ni courrier par voie postale ou par dépôt direct au siège de l'enquête, ni courriel sur la boîte pref-dup-sens@yonne.gouv.fr spécialement créée par l'autorité organisatrice de l'enquête. De la même manière, aucune observation n'a été portée sur les 2 registres d'enquête, l'un déposé au service urbanisme, l'autre à la mairie de Sens.

Le commissaire d'enquête publique a donc émis un avis favorable au projet d'autorisation environnementale des prélèvements d'eau et de déclaration d'utilité publique pour la révision des périmètres de protection des champs captant de Saint Bond et Saint Père situés sur le territoire de la commune de Sens, tel qu'il est présenté dans le dossier soumis à enquête publique.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_26-DE

Cet avis n'est assorti d'aucune recommandation ni réserve.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1er :

APPROUVE le rapport d'enquête publique relative au renouvellement de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des champs captants de Saint Bond et Saint Père destinés à l'alimentation en eau potable.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout acte s'y rapportant.

Annexe :
Rapport du commissaire enquêteur

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_27-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921720027

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

TRANSITION ENVIRONNEMENTALE – Cycle de l'eau – Convention de mise à disposition d'une bande de terre rue heurtebise à Marsangy appartenant à Monsieur LASSAUNIERE

Rapporteur :
Alexandre BOUCHIER

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
ODD 15 : Vie terrestre

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 5211-1 et L. 5216-5 ;

VU l'accord émis par Monsieur LASSAUNIERE, propriétaire d'une bande de terre située rue heurtebise à Marsangy, et sa volonté d'établir une convention à titre gracieux au profit de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais est en charge de la gestion des ruissellements urbains et des réseaux d'eaux pluviales ;

Considérant qu'il est nécessaire d'élargir un fossé existant pour collecter les eaux de ruissellement issues du plateau agricole.

La gestion des eaux pluviales sur le secteur de la rue Heurtebise à Marsangy est aujourd'hui confrontée à des difficultés récurrentes. Les ouvrages existants destinés à collecter et acheminer les eaux de ruissellement provenant du plateau agricole situé en amont présentent une capacité insuffisante au regard des volumes d'eau générés lors d'épisodes pluvieux soutenus. Cette sous-capacité entraîne régulièrement une surcharge hydraulique des fossés et ouvrages de collecte existants, provoquant des débordements et des inondations affectant plusieurs propriétés riveraines de ladite rue.

Afin de remédier durablement à cette situation et de renforcer la protection des habitants contre ces phénomènes d'inondation, la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais a engagé un projet d'amélioration du dispositif de gestion des eaux pluviales. Celui-ci consiste notamment à augmenter la capacité de collecte, de transit et de stockage des eaux de ruissellement en élargissant les fossés existants et en améliorant leur évacuation vers le bassin d'orage du secteur. Cette opération s'inscrit dans un objectif d'intérêt général visant à limiter les risques d'inondation et à préserver les biens et les personnes.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_27-DE

Pour permettre la réalisation de ces aménagements, il est nécessaire d'utiliser une bande de terrain d'environ 4 mètres de largeur sur 13 mètres de longueur située en partie basse de la parcelle cadastrée section ZC n°66, sise « La Plaine d'Heurtebise » à Marsangy et appartenant à Monsieur Lassaunière. L'emprise concernée permettra l'élargissement du fossé existant afin d'augmenter sa capacité de stockage temporaire des eaux de ruissellement ainsi que la création d'un passage busé garantissant le maintien de l'accès à la propriété. Le coût prévisionnel de cet aménagement est estimé à environ 1 500 € et constitue une contrepartie concrète destinée à maintenir les conditions d'exploitation du terrain par son propriétaire.

Considérant que cet aménagement est indispensable à la prévention des inondations affectant le quartier et qu'il répond à un objectif de sécurité publique et de protection des riverains, l'agglomération propose de formaliser la mise à disposition de cette bande de terrain par la conclusion d'une convention entre les parties. Cette convention a vocation à définir les droits et obligations respectifs du propriétaire et de l'agglomération, ainsi que les conditions de réalisation, d'exploitation et d'entretien des ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1er :

APPROUVE la convention de mise à disposition, annexée à la présente délibération, au profit de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais, à titre gracieux pour une durée de 30 ans.

ARTICLE 2 :

APPROUVE les frais pour la création d'un passage busé de 3m de large permettant au propriétaire d'accéder à son terrain avec du matériel agricole pour un coût estimé à 1 500€.

ARTICLE 3 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout acte s'y rapportant.

Annexe :
Convention de mise à disposition

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_28-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921720028

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

TRANSITION ENVIRONNEMENTALE – Cycle de l'eau – Convention de mise à disposition d'une parcelle forestière cadastrée section C 1002 sur la commune de Marsangy

Rapporteur :
Alexandre BOUCHIER

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 6 : Eau propre et assainissement
ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
ODD 15 : Vie terrestre
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2121-29, l.5211-1 et L.5216-5 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Grand Senonais est en charge de la Gestion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations sur le territoire de la Commune de Marsangy ;

Considérant qu'il est nécessaire de stocker et de ralentir les eaux de ruissellement en amont de la rue des Bouts-Ribault afin de prévenir les inondations des habitations situées en aval des aménagements projetés sur la parcelle forestière C 1002 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais a réalisé, dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI, des travaux d'intérêt généraux destinés à prévenir les inondations et à restaurer les fonctionnalités écologiques sur la parcelle cadastrée section C n°1002, située sur la commune de Marsangy ;

Considérant que ces aménagements consistent notamment en la création de deux mares forestières destinées à favoriser le ralentissement des eaux de ruissellement et à renforcer la biodiversité locale ;

Considérant que la propriétaire de la parcelle, Madame THOMAS, a accepté le maintien de ces aménagements et qu'il convient d'encadrer juridiquement leur présence ainsi que les modalités d'accès, de gestion et d'entretien par la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais.

À la suite des importantes inondations par ruissellement survenues en 2016 dans le secteur de la rue des Bouts Ribault à Marsangy, plusieurs habitations situées en aval ont été touchées par des débordements d'eau. Cet épisode a été provoqué par la mise en charge de la ravine des Bouts Ribault, qui n'a pas pu contenir l'ensemble des écoulements provenant de l'amont du versant. Afin de limiter le risque de nouveaux débordements et de

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_28-DE

mieux protéger les riverains, la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais a mis en œuvre des aménagements destinés à ralentir et à retenir temporairement les eaux de ruissellement. Dans ce cadre, deux mares forestières ont été créées sur la parcelle cadastrée section C n°1002.

Ces ouvrages ont plusieurs fonctions : ils permettent de stocker temporairement les eaux en provenance de l'amont, de ralentir leur écoulement, de favoriser leur infiltration dans le sol et de réduire le transport de matériaux vers l'aval. Ils contribuent ainsi à la diminution du risque d'inondation pour les habitations voisines. Par ailleurs, ces aménagements présentent également un intérêt environnemental en favorisant le développement de la biodiversité.

Les ouvrages étant implantés sur une propriété privée, et la propriétaire ayant donné son accord pour leur maintien, il convient aujourd'hui de formaliser cette situation par la signature d'une convention de mise à disposition du terrain. Cette convention a pour objet d'autoriser le maintien des aménagements sur la parcelle concernée, de définir les conditions de sa mise à disposition au profit de la l'agglomération du Grand Sénonais et de préciser les modalités d'accès, de gestion, d'entretien et de suivi des ouvrages afin d'en assurer la pérennité et le bon fonctionnement.

Compte tenu de l'intérêt général de ces aménagements, tant pour la prévention des inondations que pour la préservation de la biodiversité, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver cette convention.

La convention est conclue pour une durée de 15 ans à compter de sa date de signature. Cette durée, supérieure à douze ans, est justifiée par la nécessité d'assurer la pérennité des aménagements réalisés et de permettre à la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais d'en garantir la gestion, l'entretien et le suivi sur une période suffisamment longue.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1er :

APPROUVE la convention de mise à disposition de la parcelle cadastrée section C n°1002, appartenant à Madame THOMAS, située sur la commune de Marsangy, annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout acte s'y rapportant.

Annexe :
Convention de mise à disposition

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_29-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921720029

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

TRANSITION ENVIRONNEMENTALE – Cycle de l'eau – Convention de mise à disposition de parcelles agricoles cadastrées section ZD 078 et ZD 057 sur la commune de Marsangy

Rapporteur :
Alexandre BOUCHIER

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 6 : Eau propre et assainissement
ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
ODD 15 : Vie terrestre
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2121-29, l.5211-1 et L.5216-5 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Grand Senonais est en charge de la Gestion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations sur le territoire de la Commune de Marsangy ;

Considérant qu'il est nécessaire de stocker et de ralentir les eaux de ruissellement en amont du versant du « Cotât de Marsangy » afin de prévenir les inondations des habitations situées en aval des aménagements projetés sur les parcelles agricoles ZD 078 et ZD 057 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais a réalisé, dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI, des travaux d'intérêt généraux destinés à prévenir les inondations et à restaurer les fonctionnalités écologiques sur la parcelle cadastrée section ZD 078 et ZD 057, située sur la commune de Marsangy ;

Considérant que ces aménagements consistent notamment en la création de deux mares forestières destinées à favoriser le ralentissement des eaux de ruissellement et à renforcer la biodiversité locale ;

Considérant que le propriétaire de la parcelle, Monsieur GUINOT, a accepté le maintien de ces aménagements et qu'il convient d'encadrer juridiquement leur présence ainsi que les modalités d'accès, de gestion et d'entretien par la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais.

Les travaux réalisés s'inscrivent dans le cadre des actions de prévention des inondations engagées à la suite des épisodes de ruissellement et de coulées de boue survenus sur le versant du « Cotat » de Marsangy, qui ont provoqué l'inondation de plusieurs habitations de la rue des Haies.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_29-DE

Afin de réduire ce risque, un gué a été aménagé sur le chemin traversant les parcelles cadastrées section ZD n°57 et n°78 afin de permettre le passage des écoulements lors des épisodes pluvieux, sans dégrader le chemin. Un merlon en terre a également été réalisé afin d'orienter les eaux de ruissellement vers une ancienne carrière, dont la capacité de stockage permet de retenir temporairement les écoulements et de limiter le transfert des eaux et des matériaux vers les secteurs urbanisés situés en aval. Ces aménagements contribuent ainsi à réduire le risque de nouvelles coulées de boue et d'inondations.

La présente convention a pour objet d'autoriser le maintien de ces ouvrages sur les parcelles cadastrées section ZD n°57 et n°78, de définir les conditions de leur mise à disposition au profit de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais et de préciser les modalités d'accès, de gestion, d'entretien et de suivi des aménagements afin d'en garantir le bon fonctionnement et la pérennité.

La convention est conclue pour une durée de 15 ans à compter de sa date de signature. Cette durée, supérieure à douze ans, est justifiée par la nécessité d'assurer la pérennité des aménagements réalisés et de permettre à la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais d'en garantir la gestion, l'entretien et le suivi sur une période suffisamment longue.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1er :

APPROUVE la convention de mise à disposition de la parcelle cadastrée section ZD n°0078 et n°0057, appartenant à Monsieur GUINOT, située sur la commune de Marsangy, annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout acte s'y rapportant.

Annexe :
Convention de mise à disposition

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_30-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921221030

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE – Développement économique – Avis sur la dérogation au repos dominical pour les commerces de détail pour 2027

Rapporteur :
Michel GRASS

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 3 : Bonne santé et bien être
ODD 8 : Travail décent et croissance économique

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5211-1 et L. 5216-5 ;

VU le Code du travail, et notamment les articles L. 3132-26 et R. 3132-21 ;

VU la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques et notamment l'article 250 ;

Considérant que la demande de dérogation au repos dominical s'inscrit dans le cadre d'une dynamique économique locale visant à favoriser l'attractivité commerciale de l'agglomération ;

Considérant que cette mesure permettrait de soutenir les commerces de proximité et les entreprises locales, en créant un cadre favorable à l'emploi et à la consommation ;

Considérant toutefois l'importance de garantir un équilibre entre les impératifs économiques et le respect des droits sociaux, notamment le droit au repos dominical pour les salariés concernés, et veiller à ce que toute dérogation soit encadrée par des dispositions protégeant la santé et le bien-être des employés.

En application de l'article 250 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, codifié à l'article L. 3132-26 du Code du travail, dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé des dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du Maire prise après avis du Conseil municipal.

Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par an. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

Néanmoins, lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre dont la

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_30-DE

commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant la saisine, cet avis est réputé favorable.

Les branches d'activités pour lesquelles le nombre de jours dérogeant au repos dominical excède cinq dimanches sont :

- La branche « alimentation » ;
- La branche « équipement de la personne » ;
- La branche « hygiène-culture-loisirs » ;
- La branche « auto et cycles » ;
- La branche « spécialisés-divers » ;
- La branche « équipement du foyer » ;
- La branche « toute activité d'installation ou de réparation ».

Le Conseil communautaire est donc amené à se prononcer, pour avis, sur l'octroi de ces dérogations susmentionnées au repos dominical dans la limite de douze dimanches au titre de l'année 2027.

Cet avis est valable pour l'ensemble des communes de l'agglomération du Grand Sénonais où un des maires serait amené à prendre de telles décisions avant le 31 décembre 2026.

Le Conseil communautaire A LA MAJORITE :

ARTICLE 1 :

ÉMET un avis favorable sur la possibilité, pour les communes-membres de l'agglomération, d'octroyer plus de cinq dérogations au repos dominical au cours de l'année 2027, dans la limite de 12 dimanches sur l'ensemble de l'année 2027.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout acte s'y rapportant.

Détail des votes :

Nombre de votants : 59
Pour : 57
Contre : 2 (Jean-Louis GAUJARD, Isabelle BOULMIER)
Abstentions, blancs, nuls : 0
Nombre de suffrages exprimés : 59

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_31-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921220031

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE – Développement économique – Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle économique et d'insertion professionnelle du Sénonais (PEIPS) pour l'année 2026

Rapporteur :
Michel GRASS

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 8 : Travail décent et croissance économique
ODD 10 : Inégalités réduites
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-10 et L. 5216-5 ;

VU la demande de subvention déposée par l'association PEIP'S en date du 10 août 2026 ;

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais de favoriser l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans.

Face aux constats d'un taux de chômage encore important sur le territoire du Grand Sénonais et d'une inadéquation entre les besoins des entreprises et le niveau de qualification de la main d'œuvre locale, la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais a souhaité inscrire son intervention autour de l'articulation entre développement économique, emploi et insertion, en fédérant les partenariats et les synergies entre les acteurs.

Cette stratégie repose sur plusieurs objectifs :

- améliorer l'adéquation entre offre et demande d'emploi par le développement des compétences sur le territoire,
- anticiper et accompagner les mutations économiques,
- réduire les inégalités sociales d'accès à l'emploi et de lutte contre les discriminations,
- soutenir les projets de porteurs d'innovation sociale et l'insertion par l'activité économique.

En matière d'accompagnement des demandeurs d'emploi, il apparaît que l'une des problématiques principales est la prise en compte très segmentée des publics sans oublier les difficultés d'accès au service public de l'emploi.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_31-DE

L'association PEIPS (Pôle Economique et d'Insertion Professionnelle du Sénonais) est issue du travail de mutualisation avec le PLIE (gestion et animation du Plan Local pour l'Insertion et pour l'Emploi) et la Mission Locale (accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans dans leur parcours d'insertion professionnelle et sociale).

Située au LAPS, rue Henri Sanglier à Sens, elle a pour objectifs de travailler en réseau, d'encourager les solidarités, de susciter les initiatives, de favoriser le partage de compétences et la création d'outils communs afin d'apporter des services aux demandeurs d'emploi, aux salariés en demande de reconversion ainsi qu'aux acteurs du monde économique.

La stratégie d'action de PEIPS se décline en trois axes :

1. **L'A.I.O (Accueil, Information, Orientation) : 3 fonctions au service d'une orientation réussie**
   a) Développement et renforcement, en lien avec les collectivités territoriales, des lieux d'accueil de proximité sur l'ensemble du territoire permettant aux personnes de bénéficier d'un 1er niveau d'accueil, de conseils et d'orientation au plus près de leur lieu de vie.
   b) Professionnalisation des acteurs et poursuite de la mise en réseau du primo accueil.

2. **Adaptation de la formation aux besoins locaux des employeurs et aux profils des demandeurs d'emploi**
   a) Etablissement d'un plan d'action formation par filière de métier, dans une logique de progression des individus jusqu'à l'emploi, en mobilisant l'ensemble des savoir-faire des acteurs présents.
   b) Mise en place d'une réflexion partagée avec les entreprises, les institutionnels (Collectivités, DIRRECTE, Conseil départemental, Conseil régional), et les acteurs de l'emploi (France Travail, Cap emploi, BGE, ADIE, CCI, CMA...) afin de réfléchir aux orientations sur le court et moyen terme des perspectives du territoire.
   c) Activation d'un point relais conseil en VAE au sein du LAPS (Appui au développement RH).

3. **Contribuer au développement de l'emploi local**
   a) Ingénierie de mise en œuvre de la clause sociale dans les marchés publics sur le bassin d'emploi du Sénonais.
   b) Participation à l'organisation d'évènements pour l'emploi, afin de faire connaître, valoriser les métiers qui recrutent.
   c) Extension du réseau de parrainage aux adultes.
   d) Mise à disposition du LAPS afin de permettre aux entreprises d'organiser leurs opérations de recrutement (espace de 100 m² réservé, dédié en rez-de-chaussée).
   e) Création d'un club d'entreprises solidaires.

L'activité du PEIPS en 2025 (chiffres arrêtés au 31/12/2025) plus particulièrement sur la branche d'activités Publics Jeunes, est la suivante :

- 1 764 jeunes en accompagnement sur l'année, contre 1269 en 2024 ;
- Un nombre de contrats signés en hausse constante (CDI, CDD, Intérim, alternance, apprentissage, service civique, clauses sociales, parrainage) : 1788 en 2025, 1791 en 2024, 1166 en 2023, 1 337 en 2022 pour 1 017 en 2021, 741 en 2020, 689 en 2019 et 439 en 2018 ;
- 245 entrées dans le dispositif Contrat d'Engagement Jeunes ;
- 80 entreprises en contact ;
- 158 offres d'emploi collectées, contre 80 l'année passée.

Le montant de la subvention proposée étant supérieur au seuil de 23 000 € défini par le décret n°2001-495 pris pour l'application de l'article 10, alinéa 3 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, il convient d'établir entre la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais et l'Association PEIPS, une convention qui définisse l'objet pour lequel la subvention est attribuée, son montant et ses conditions d'attribution.

Clarisse QUENTIN et Stéphane PERENNES ne prennent pas part au vote

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_31-DE

ARTICLE 1er :

OCTROIE une subvention de fonctionnement pour l'année 2026 à l'association PEIPS à hauteur de 172 040 €.

ARTICLE 2 :

ADOPTE la convention correspondante.

ARTICLE 3 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention à intervenir.

Annexes :
Convention d'attribution de subvention - Lettre de demande de subvention
Bilan 2025 - Lettre de demande de subvention

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_32-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921540032

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE – Culture – Subventions à des associations organisatrices de manifestations culturelles

Rapporteur :
Cyril DUBOS

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 4 : Éducation de qualité
ODD 10 : Inégalités réduites

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5216-5 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10 ;

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU la délibération n° DEL231019001004 du Conseil communautaire du 19 octobre 2023 relative à l'encadrement des politiques de subventionnement aux manifestations culturelles, événementielles et sportives à rayonnement inter-communal;

VU la demande de subvention de l'association La Guinguette des Villages du 29 juillet 2026 pour l'organisation du festival le Hameau – Open Air Festival ;

VU la demande de subvention de la Ville de Sens du 28 juillet 2026 pour l'organisation des éditions 2026 de Sayonne'ara et du festival Musicasens ;

VU la demande de subvention de l'association ARUM DIFFUSION et le budget prévisionnel 2026 la FRESQUE présenté par l'association ARUM DIFFUSION ;

Considérant que l'agglomération du Grand Sénonais, dans le cadre de ses politiques de promotion et de rayonnement de son territoire, apporte son soutien aux activités et manifestations sportives, touristiques et culturelles.

Considérant que les manifestations culturelles organisées sur le territoire contribuent à la diversité et à l'attractivité de l'offre culturelle locale, favorisent l'accès du plus grand nombre à la culture et participent à l'animation du territoire ;

Considérant que le soutien apporté aux associations et structures organisatrices de ces manifestations contribue au dynamisme culturel du Grand Sénonais, à la valorisation de ses acteurs locaux ainsi qu'au rayonnement du territoire au-delà de ses limites.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_32-DE

Dans le cadre de sa politique d'attractivité du territoire, la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais souhaite soutenir les manifestations culturelles qui, par leur envergure, leur rayonnement et leur réputation, contribuent au rayonnement et à l'attractivité sportive, culturelle, touristique et économique du territoire.

Conformément à son règlement d'intervention, l'agglomération peut attribuer une aide financière aux associations et collectivité remplissant ces critères qui en font la demande.

Une association culturelle et une collectivité sont éligibles à une subvention communautaire. Il s'agit des entités et manifestations suivantes :

- La Guinguette des Villages : organisation du Festival du Hameau – Open Air Festival
- La Ville de Sens : organisation des éditions 2026 de Sayonne'ara et de Musicasens
- L'association ARUM DIFFUSION : deuxième édition de la FRESQUE

Le Hameau Open Air

L'édition 2026 du Hameau Open Air, organisée sur trois week-ends consécutifs au mois de juillet sur le site de l'ancienne plage de Saint-Martin-du-Tertre, a accueilli 2 420 personnes. Gratuit et accessible à tous, l'événement a proposé une programmation mêlant musique live, convivialité et activités de plein air. Le projet s'appuie par ailleurs sur une forte dynamique locale et collective, avec la mobilisation d'une quarantaine de bénévoles, l'implication de mécènes et acteurs locaux ainsi que le soutien des collectivités du territoire. Cette manifestation contribue ainsi au développement de l'offre culturelle locale, à son accessibilité et à l'animation du territoire. Le budget prévisionnel de l'édition 2026 s'élevait à 118 240 €, contre un budget réalisé de 134 729 € en 2025.

Festival Sayonne'ara

La 14e édition de SAYO, organisée les 24 et 25 avril 2026, confirme la progression et l'ancrage de la manifestation dans le paysage culturel sénonais. Avec 8 535 visiteurs accueillis sur deux jours, contre 7 892 en 2025, la fréquentation progresse de 7,7 % et atteint son plus haut niveau depuis la création de l'événement. La manifestation se caractérise également par la diversité et l'équilibre de ses publics, avec 4 270 visiteurs mineurs et 4 265 visiteurs adultes. La journée dédiée aux scolaires a mobilisé 47 classes ou groupes, représentant 1 288 élèves, issus d'écoles, collèges, lycées et établissements spécialisés.

La provenance des établissements témoigne par ailleurs du rayonnement communautaire de l'événement : 45 % des structures accueillies sont originaires de l'Yonne hors Sens et Grand Sénonais, avec également la participation d'établissements de Dijon, Cosne-Cours-sur-Loire et Aix-en-Othe.

Adossée notamment au prix littéraire SaYONNE'ara, la manifestation bénéficie d'une visibilité qui dépasse le territoire sénonais et contribue à la démocratisation culturelle auprès des jeunes publics. Le budget global de l'édition 2026 s'élève à environ 55 000 €.

MusicaSens

La 12e édition de MusicaSens, organisée les 3 et 4 juillet 2026, a rassemblé environ 8 000 spectateurs sur les deux soirées, confirmant l'attractivité de ce rendez-vous musical devenu, depuis sa création en 2015, un temps fort de la programmation culturelle estivale du territoire. Entièrement gratuit et accessible à tous, le festival propose une programmation populaire et intergénérationnelle associant artistes de notoriété nationale, spectacles musicaux et valorisation de la scène locale. L'édition 2026 a notamment accueilli Lââm, Benny B, Princess Erika, Willy Denzey et Chris Anderson, ainsi que les spectacles The Romance of Lady Gaga et Héritage Goldman 2.

Cette édition a également renforcé l'ancrage territorial de la manifestation à travers le concours de talent lancé pendant la Foire de Sens, dispositif destiné à identifier et valoriser les talents émergents du territoire. Les lauréats ont ainsi bénéficié d'une première partie sur la scène de MusicaSens devant plusieurs milliers de spectateurs. Cette démarche permet d'associer à une programmation d'envergure la promotion et l'accompagnement des artistes locaux.

Au-delà de sa fréquentation, MusicaSens constitue un événement fédérateur à l'échelle du Grand Sénonais et au-delà, participant à l'animation du territoire et à son attractivité culturelle et touristique. Son format gratuit favorise par ailleurs l'accès du plus grand nombre à une offre culturelle de grande ampleur. Le budget global de l'édition 2026 s'élève à 194 670 €.

LA FRESQUE

Portée par la volonté de proposer un rendez-vous culturel majeur dans le sénonais, mettant en valeur la richesse historique et patrimoniale de Sens et du sénonais avec le concours des forces vives et bénévoles du territoire, l'association ARUM a proposé en 2025, durant la saison estivale et en plein cœur de la cour du Palais synodal de Sens, de revivre le passé historique et médiéval du sénonais au travers de LA FRESQUE ! Aux vues du succès rencontré, ce rendez-vous culturel est reconduit pour l'année 2026.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_32-DE

Ce spectacle vivant unique, fort d'une scénographie travaillée par les professionnels du spectacle et des établissements culturels locaux (Théâtres, Conservatoire), fera appel aux forces vives du territoire et à la population. L'association ARUM DIFFUSION, qui porte LA FRESQUE, a donc proposé une 2ème édition. Les 9 dates dont la générale ont toutes affichées complet soit environ 839 spectateurs par soir et donc un total de 7 551 personnes touchées.

Aussi, pour assurer les investissements, le fonctionnement et couvrir l'ensemble des frais logistiques et matériels de cet évènement, l'association ARUM a sollicité les acteurs publics locaux, dont l'agglomération, afin de bénéficier d'un concours matériel, logistique et financier.

Affichant un budget prévisionnel global de l'ordre de près de 253 000 €, l'agglomération du Grand Sénonais a été sollicité pour accompagner ce projet, tant du point de vue logistique et matériel (concours des agents, mises à disposition de locaux en partenariat avec les communes du territoire, prêt de matériels) que financier, avec la sollicitation d'une participation financière de 20 000 € pour l'année 2026.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1er :

ATTRIBUE les subventions « Manifestations culturelles » au titre de l'année 2026 aux associations culturelles suivantes :

ASSOCIATION	PROJET	MONTANT DE LA SUBVENTION
La Guinguette des Villages	Aide aux manifestations exceptionnelles : Festival du Hameau – Open Air 2026	10 000 €
Ville de Sens	Aide aux manifestations exceptionnelles : Festival Sayonne'ara	12 000 €
	Aide aux manifestations exceptionnelles : Festival Musicasens	10 000 €
ARUM DIFFUSION	Aide aux manifestations exceptionnelles : La FRESQUE	19 000 €
TOTAL SUBVENTIONS :		**51 000 €**

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout acte s'y rapportant.

Annexes (TOME 2) :
Courrier de sollicitation de l'association de La Guinguette des Villages en date du 29 juillet 2026
Dossier de demande de subvention de La Guinguette des Villages
Synthèse des comptes rendus financiers de La Guinguette des Villages
Courrier de sollicitation de la Ville de Sens en date du 28 juillet 2026
Dossier de présentation du projet culturel LA FRESQUE 2026
Budget prévisionnel du projet culturel LA FRESQUE 2026

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_33-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921540033

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE – Sport – Achat de billets pour assister aux rencontres du club « Sens volley 89 »

Rapporteur :
Cyril DUBOS

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 3 : Bonne santé et bien être
ODD 10 : Inégalités réduites
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5216-5 ;

VU la délibération n°251013220001 du Bureau communautaire en date du 13 octobre 2025 approuvant l'achat de billets pour assister aux rencontres du club Sens volley 89 pour la saison 2025-2026 ;

Considérant que l'agglomération du Grand Sénonais, dans le cadre de ses politiques de promotion et de rayonnement de son territoire, apporte son soutien aux activités sportives, touristiques, culturelles et entend ainsi soutenir le club sportif Sens Volley 89 par l'achat de places pour son Championnat « Elite féminin » ;

Considérant que cet achat de billets s'inscrit dans une logique de valorisation des clubs locaux et de renforcement de l'attractivité sportive du territoire ;

Considérant que cette action permet de favoriser la fréquentation des événements sportifs organisés par les clubs du territoire, contribuant ainsi à leur pérennité et à leur développement.

La Communauté d'agglomération du Grand Sénonais entend développer son attractivité et son rayonnement, notamment à travers des animations dans le domaine du Tourisme, du Sport et de la Culture.

Trouvant son origine dans le SOC Multisports créé en 1959, avec sa section « Volley-ball » en 1966 et pratiquant ses premières compétitions dès 1967, c'est en 2013 avec l'accession en division « Elite féminine » (2ème division nationale) que le Sens Volley 89 s'est implanté dans le paysage national.

Aujourd'hui, le club évolue au sein du Championnat Elite Féminine, soit l'équivalent de la Ligue 2 en football (2ème division).

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_33-DE

Le Sens Volley 89, en particulier avec sa section féminine (nos Lionnes), est donc un des grands acteurs du sport sénonais. L'association sportive participe indéniablement à l'attractivité de notre territoire, de par ses performances, son implication dans la vie de la cité, l'action de ses bénévoles et par la ferveur de ses supporters.

Aussi, il est proposé d'associer la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais aux évènements sportifs du club et à la vie du club, à travers l'achat de 1 000 billets d'entrées pour les rencontres à domicile, lors de la saison sportive en cours.

Ces 1 000 places d'une valeur totale de 5 000 € seront réparties entre les 27 communes de l'agglomération. Les billets sont destinés aux habitants des communes, afin de permettre à la population du Grand Sénonais de découvrir et de venir encourager nos Lionnes lors de cette saison.

La répartition des places s'opèrera comme suit :

COMMUNE	PLACES (Nombre)	COMMUNE	PLACES (Nombre)
ARMEAU	20	PASSY	20
COLLEMIERS	20	ROSOY	20
COURTOIS-SUR-YONNE	20	ROUSSON	20
DIXMONT	20	SAINT-CLEMENT	40
ETIGNY	20	SAINT-DENIS-LES-SENS	20
FONTAINE-LA-GAILLARDE	20	SAINT-MARTIN-DU-TERTRE	25
GRON	20	SALIGNY	20
LES BORDES	20	SENS	310
MAILLOT	20	SOUCY	25
MALAY-LE-GRAND	25	VERON	30
MALAY-LE-PETIT	20	VILLENEUVE-SUR-YONNE	85
MARSANGY	20	VILLERS-LOUIS	20
NOÉ	20	VOISINES	20
PARON	80		

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1er :

APPROUVE l'achat de 1 000 billets, d'une valeur totale de 5 000 €, pour les rencontres du Sens Volley 89 (saison 2026-2027).

ARTICLE 2 :

DIT que ces places seront réparties entre les 27 communes de l'agglomération.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_33-DE

ARTICLE 3 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à entreprendre l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la décision et à signer tout acte s'y rapportant.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_34-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921800034

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

AMENAGEMENT – Plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais valant programme de l'habitat (PLUi-H) – Approbation de la révision allégée n°1

Rapporteur :
Paul-Antoine de CARVILLE

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 7 : Énergie propre et d'un coût abordable
ODD 11 : Villes et communautés durables
ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5211-1 et L. 5216-5 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-31 à L 153-35 ;

VU la délibération n° DEL221215200001 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais en date du 15 décembre 2022 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) ;

VU la délibération n° DEL231019200036 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais en date du 19 octobre 2023 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) ;

VU la délibération n° DEL240215200004 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais en date du 15 février 2024 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) ;

VU la délibération n° DEL250925800016 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais en date du 25 septembre 2025 approuvant la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) ;

VU la délibération n° DEL251218800011 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais en date du 18 décembre 2025 approuvant la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) ;

VU la délibération n° DEL240926200012 du Président de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais en date du 26 septembre 2024, prescrivant la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) ;

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_34-DE

VU la délibération n° DEL260205220025 du Conseil Communautaire en date du 05 février 2026 arrêtant le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) ;

VU l'absence d'avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) dans le délai réglementaire à la demande n° 004668/A PP et publiée le 08 octobre 2025, valant absence d'observation conformément à l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme ;

VU les avis des personnes publiques associées :

VU l'avis de la Direction Régionale des Affaire Culturelles (DRAC) reçu le 4 décembre 2025 qui apporte notamment des recommandations sur les constructions futures et le traitement paysager ;

VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) de Bourgogne-Franche-Comté en date du 4 décembre 2025 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Yonne en date du 20 mars 2026 ;

VU l'arrêté n° 202603240005ACT du Président de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais en date du 7 avril 2026, portant ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) et fixant les modalités de celle-ci ;

VU les observations du public émises lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 mai au 6 juin 2026 inclus ;

Considérant que la procédure de révision allégée est exclusivement destinée à adapter certaines protections paysagères et écologiques sans remettre en cause les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ni l'économie générale du PLUi-H ;

Considérant que les adaptations des Espaces d'Intérêt Paysager et Écologique (EIPE) résultent d'une analyse au cas par cas des caractéristiques des secteurs concernés et répondent soit à la disparition ou à l'insuffisance de la justification de la protection, soit à la nécessité d'assurer la cohérence du PLUi-H avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation, les objectifs de renouvellement urbain et les projets d'intérêt général du territoire ;

Considérant que ces évolutions demeurent compatibles avec les objectifs de préservation des paysages, de la biodiversité et de lutte contre l'artificialisation des sols, notamment grâce aux mesures de compensation intégrées au projet ;

Considérant que les avis des personnes publiques associées, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ainsi que l'ensemble des observations recueillies lors de l'enquête publique ont été examinés par le Conseil communautaire et ont conduit, lorsque cela était justifié, à adapter le projet sans en modifier l'économie générale ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la révision allégée n°1 du PLUi-H.

La présente délibération a pour objet d'approuver la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais.

Cette procédure, engagée en application des articles L.153-31 à L.153-35 du Code de l'urbanisme, permet exclusivement de réduire certaines protections paysagères et écologiques (Espaces d'Intérêt Paysager et Écologique – EIPE) sans porter atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), ni à l'économie générale du document d'urbanisme. Par délibération du 26 septembre 2024 (n°DEL240926200012), l'agglomération a adopté le lancement de ladite révision. De plus, le Cónseil communautaire a arrêté le projet de révision par une délibération du 05 février 2026.

Les adaptations proposées répondent à un double objectif :

- Corriger des protections qui, au regard des caractéristiques actuelles des sites, apparaissent insuffisamment justifiées ou incompatibles avec les objectifs du PLUi-H ;
- Permettre une meilleure mobilisation du foncier situé en continuité de l'urbanisation existante afin de favoriser le renouvellement urbain, la production de logements et la réalisation de projets d'intérêt général, tout en maintenant un niveau de protection environnementale cohérent grâce aux mesures de compensation prévues.

La révision allégée concerne huit secteurs répartis sur les communes de Dixmont, Gron, Passy, Saligny, Soucy et Villeneuve-sur-Yonne. Pour rappel, les 8 sites concernés sont les suivants :

- A Dixmont, des terrains jardinés de centre-bourg sur lesquels l'EIPE grèvent les possibilités de construction au sein de l'enveloppe urbaine permettant de conforter le centre du village ;

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_34-DE

- A Gron, un EIPE est délimité sur un site de projet en extension et dont la configuration empêche la réalisation d'une opération d'ensemble. L'EIPE entre par ailleurs en contradiction avec le schéma de l'OAP correspondante ;
- A Gron, un EIPE est délimité sur le vaste espace de l'étang de Salcy sur lequel la collectivité entend développer les aménagements de loisirs à destination de la population ;
- A Passy, un EIPE est délimité sur des terrains jardinés en dents creuses, limitant les possibilités de réinvestissement au sein de l'enveloppe urbaine ;
- A Saligny, des EIPE sont délimités sur un site de projet en extension et dont la configuration empêche la réalisation d'une opération d'ensemble ;
- A Soucy, un EIPE est délimité sur un site de projet en extension et dont la configuration empêche la réalisation d'une opération d'ensemble.
- A Soucy, un autre EIPE est délimité sur des terrains jardinés en zone urbaine, sans qualité paysagère ou écologiques remarquables
- A Villeneuve sur Yonne, un vaste cœur d'ilot en dent creuse en continuité du centre-ville est concerné par un EIPE, limitant les possibilités de réinvestissement urbain en centralité.

Pour chacun d'eux, l'analyse réalisée a démontré que les suppressions ou adaptations des EIPE n'entraîneraient pas d'atteinte significative aux continuités écologiques, aux paysages ou aux objectifs environnementaux du PLUi-H.

Le projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale, de la consultation des personnes publiques associées, d'un examen conjoint et d'une enquête publique conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme.

Les observations recueillies au cours de cette procédure ont été examinées. Lorsque celles-ci amélioraient la cohérence du document sans remettre en cause son économie générale, elles ont été intégrées au projet. Les autres observations n'ont pas conduit à modifier le dossier dès lors qu'elles ne remettaient pas en cause le bien-fondé des choix retenus.

Parmi les observations formulées au cours de l'enquête publique, celle présentée par la commune de Villeneuve-sur-Yonne permis de compléter le projet de révision. Cette évolution consiste à adapter le périmètre de certains Espaces d'Intérêt Paysager et Écologique (EIPE), au regard de l'analyse réalisée sur les caractéristiques des secteurs concernés et des objectifs poursuivis par le PLUi-H. Cette adaptation est notamment destinée à permettre la réalisation d'un projet de production d'énergie renouvelable, contribuant aux objectifs de transition énergétique du territoire, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives requises et du respect des réglementations applicables.

Par ailleurs, afin d'assurer la sécurité juridique du PLUi-H, le projet intègre les conséquences du jugement du tribunal administratif de Dijon du 17 décembre 2025 ayant annulé les prescriptions applicables aux EIPE cadastrés sections YD n°76 et ZS n°45 sur la commune de Soucy. Les représentations graphiques correspondantes sont supprimées conformément à cette décision juridictionnelle et aux recommandations formulées par la Direction départementale des territoires de l'Yonne lors de l'examen conjoint.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver la révision allégée n°1 du PLUi-H telle qu'annexée à la présente délibération.

Le Conseil communautaire A LA MAJORITE :

ARTICLE 1er :

APPROUVE la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) tel qu'elle est annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

AFFICHE la présente délibération pendant un mois au siège de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais et dans les mairies des communes- membres, conformément à l'article R. 153-3 du Code de l'urbanisme.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_34-DE

ARTICLE 3 :

CHARGE Monsieur le Président, ou son représentant, en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Annexes :
Rapport d'enquête publique
Note de présentation du projet de révision allégée n°1
Complément à la note de présentation
Notice environnementale

Détail des votes :
Nombre de votants : 59
Pour : 56
Contre : 3 (Ludovic MASSARD, Luc BERNIER, et Marine VIGNE)
Abstentions, blancs, nuls : 0
Nombre de suffrages exprimés : 59

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_35-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921800035

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

AMENAGEMENT – Dispositifs d'amélioration de l'habitat privé – Mise à jour du règlement d'intervention

Rapporteur :
Paul-Antoine de CARVILLE

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 3 : Bonne santé et bien-être
ODD 10 : Inégalités réduites
ODD 11 : Villes et communautés durables
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-1 et L. 5216-5 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 302-1 à L. 302-4-1 ;

VU la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU la circulaire n°2002-68/ UHC/IUH4/26 du 8 novembre 2002 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général ;

VU l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/B3CL/2025/0060 portant actualisation des nouveaux statuts en date du 20 janvier 2025, notamment la compétence 3) « Équilibre social de l'Habitat » ;

VU la convention cadre pluriannuelle Action Cœur de Ville de Sens du 28 septembre 2018 ;

VU la délibération n°DEL201217420018 Conseil communautaire en date du 17 décembre 2020 validant la phase de déploiement et transformation en Opération de Revitalisation du Territoire pour le Cœur de Ville ;

VU la délibération n°DEL210629400002 du Conseil communautaire en date du 29 juin 2021 sur l'approbation du Programme Local d'Urbanisme intercommunal et de l'Habitat l'Agglomération du Grand Sénonais ;

VU la délibération n°DEL211012240002 du Conseil communautaire en date du 12 octobre 2021 approuvant le programme d'action d'amélioration de l'habitat privé et la mise en œuvre de trois dispositifs visant l'accompagnement des propriétaires privés, ainsi que les critères de financement ;

VU la délibération n°DEL220623200019 du Conseil communautaire du 23 juin 2022 approuvant le règlement d'attribution des aides ainsi que la composition de la commission ;

VU la délibération n°DEL221215200028 du Conseil communautaire du 15 décembre 2022 portant sur la mise à jour du règlement d'intervention ;

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_35-DE

VU la délibération n°DEL240926200009 du Conseil communautaire du 26 septembre 2024 approuvant la mise à jour du règlement d'intervention ;

VU la délibération n°DEL260205800026 du Conseil communautaire en date du 05 février 2026 portant approbation la mise à jour du règlement d'intervention ;

Considérant les délais d'instruction des demandes de subventions auprès de l'ANAH ;

Considérant la nécessité d'adapter les modalités du règlement d'intervention de l'agglomération du Grand Sénonais pour maintenir un dispositif efficace, réaliste et adapté aux besoins du territoire afin de garantir la poursuite du programme dans de bonnes conditions ;

Considérant que les dispositifs mis en place par la Communauté d'agglomération constituent un outil essentiel pour améliorer l'offre de logements, lutter contre l'habitat indigne et accompagner le développement du territoire.

En octobre 2021, la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais a approuvé la mise en œuvre des dispositifs suivants d'amélioration de l'habitat privé visant l'accompagnement des propriétaires privés dans leur projet de requalification :

- un Programme d'Intérêt Général (PIG) intercommunal multithématiques sur les 27 communes de l'agglomération (à l'exclusion du périmètre de l'OPAH-RU du centre-ville de Sens),
- une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de type Renouvellement Urbain Cœur de Ville (OPAH-RU) Action Cœur de Ville (ACV) sur le périmètre de l'ORT (Opération de Revitalisation du Territoire) de Sens, qui couvre l'ensemble des champs d'intervention sur l'habitat privé,
- une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriété dégradée (OPAH CD) pour accompagner le redressement de la copropriété l'Orée des Champs située au 1-3-5 Avenue du 8 Mai 1945, quartier des Champs Plaisants à Sens.

En complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'agglomération a mis en place des aides financières complémentaire avec la création d'un règlement d'attribution qui vient renforcer ou compléter les dispositifs d'aides déjà existants.

L'objectif est notamment d'apporter un concours financier aux propriétaires en vue d'encourager et renforcer leur solvabilité dans le but de répondre aux objectifs suivants :

- Améliorer la qualité résidentielle des logements et des parties communes des copropriétés ;
- Lutter contre la précarité énergétique ;
- Lutter contre l'habitat indigne, dégradé ou dangereux.

Un règlement d'attribution des aides de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais (CAGS) et de la Ville de Sens au titre des dispositifs d'aide à l'amélioration de l'habitat privé fixe, depuis 2022, les conditions d'éligibilité aux aides financières, les modalités de leur attribution, les bénéficiaires ainsi que la nature et le montant des subventions accordées. Ce dernier a fait l'objet de plusieurs actualisations, depuis 2022.

L'article 6 du règlement précise notamment que les aides financières de la CAGS et de la Ville de Sens ne peuvent être attribuées que pour des travaux ou prestations non engagés, et que seul le passage en commission d'attribution vaut autorisation de démarrage des travaux.
En conséquence, tout commencement d'exécution des travaux avant la décision de la commission entraîne aujourd'hui l'inéligibilité du dossier aux aides des collectivités.

Or, pour les dossiers bénéficiant d'un financement de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), la commission d'attribution de la CAGS intervient uniquement après la notification d'attribution de l'ANAH. Dans le même temps, l'ANAH autorise quant à elle le démarrage des travaux dès le dépôt du dossier complet par l'opérateur, sans attendre sa décision d'attribution.

Aussi, depuis 2025, les délais d'instruction de l'ANAH se sont sensiblement allongés entre le dépôt du dossier et la notification d'attribution de la subvention. Cette situation retarde d'autant plus l'intervention de la commission communautaire et, par conséquent, le démarrage des travaux lorsque les propriétaires souhaitent préserver leur éligibilité aux aides locales. Ces délais sont susceptibles de fragiliser les projets de rénovation, de générer des difficultés pour les propriétaires et de retarder l'activité des entreprises intervenant sur le territoire.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_35-DE

Afin de maintenir la dynamique de rénovation du parc privé, de ne pénaliser ni les propriétaires ni les entreprises et d'harmoniser les modalités d'intervention des collectivités avec celles de l'ANAH, il est proposé de modifier l'article 6 du règlement d'attribution.

Il est ainsi proposé de considérer que le commencement des travaux est apprécié au regard de la date de dépôt du dossier principal, à savoir :

- La date de dépôt du dossier ANAH par l'opérateur, pour les dossiers bénéficiant d'un financement de l'ANAH ;
- La date de dépôt du dossier auprès de la CAGS pour les aides indépendantes d'un dossier ANAH.

Cette modification ne remet pas en cause le rôle de la commission d'attribution, qui demeure seule compétente pour examiner les demandes et décider de l'octroi des aides communautaires. Elle permet uniquement d'autoriser le démarrage anticipé des travaux, sans préjuger de la décision finale d'attribution des subventions. Les demandeurs qui choisissent d'engager les travaux avant la décision de la commission le font sous leur responsabilité et conservent le risque qu'une aide ne leur soit finalement pas accordée.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'approuver la modification de l'article 6 du règlement d'attribution des aides à l'amélioration de l'habitat privé dans les conditions définies précédemment.

Le Conseil communautaire A LA MAJORITE :

ARTICLE 1er :

APPROUVE les mises à jour du règlement d'attribution des aides de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais et de la Ville de Sens, tel que présenté ci-dessus.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toute décision nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et des dispositifs en découlant.

Annexe :
Règlement d'attribution modifié des aides de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais et de la Ville de Sens.

Détail des votes :
Nombre de votants : 59
Pour : 56
Contre : 3 (Ludovic MASSARD, Luc BERNIER, et Marine VIGNE)
Abstentions, blancs, nuls : 0
Nombre de suffrages exprimés : 59

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_36-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921800036

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

AMENAGEMENT – Dispositifs d'amélioration de l'habitat privé – Approbation d'un avenant à la convention OPAH CD

Rapporteur :
Paul-Antoine de CARVILLE

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 3 : Bonne santé et bien-être
ODD 10 : Inégalités réduites
ODD 11 : Villes et communautés durables
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-1 et L. 5216-5 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 302-1 à L. 302-4-1 ;

VU la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU la circulaire n°2002-68/ UHC/IUH4/26 du 8 novembre 2002 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général ;

VU l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/B3CL/2025/0060 portant actualisation des nouveaux statuts en date du 20 janvier 2025, notamment la compétence 3) « Équilibre social de l'Habitat » ;

VU la convention cadre pluriannuelle Action Cœur de Ville de Sens du 28 septembre 2018 ;

VU la délibération n°DEL201217420018 Conseil communautaire en date du 17 décembre 2020 validant la phase de déploiement et transformation en Opération de Revitalisation du Territoire pour le Cœur de Ville ;

VU la délibération n°DEL210629400002 du Conseil communautaire en date du 29 juin 2021 sur l'approbation du Programme Local d'Urbanisme intercommunal et de l'Habitat l'Agglomération du Grand Sénonais ;

VU la délibération n°DEL211012240002 du Conseil communautaire en date du 12 octobre 2021 approuvant le programme d'action d'amélioration de l'habitat privé et la mise en œuvre de trois dispositifs visant l'accompagnement des propriétaires privés, ainsi que les critères de financement ;

VU la délibération n°DEL220623200019 du Conseil communautaire du 23 juin 2022 approuvant le règlement d'attribution des aides ainsi que la composition de la commission ;

VU la délibération n°DEL221215200028 du Conseil communautaire du 15 décembre 2022 portant sur la mise à jour du règlement d'intervention ;

VU la délibération n°DEL240926200009 du Conseil communautaire du 26 septembre 2024 approuvant la mise à jour du règlement d'intervention ;

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_36-DE

VU la délibération n°DEL260205800026 du Conseil communautaire en date du 05 février 2026 portant approbation la mise à jour du règlement d'intervention ;

Considérant que la copropriété de l'Orée des Champs présente des difficultés structurelles, techniques, financières, énergétiques et de gouvernance compromettant sa pérennité ainsi que les conditions d'habitat de ses occupants ;

Considérant que les études techniques et financières réalisées dans le cadre de l'OPAH Copropriété Dégradée ont permis de préciser le programme de travaux nécessaires au redressement durable de la résidence ainsi que leur coût prévisionnel ;

Considérant qu'il convient, en conséquence, de modifier la convention initiale afin d'actualiser et d'affiner le programme de travaux et son plan de financement, sans remettre en cause les objectifs poursuivis par l'opération ;

Considérant que les travaux d'envergure engagés par l'agglomération et le bailleur social Habellis dans le cadre du Nouveau Programme de renouvellement urbain sur le quartier, et notamment les différentes résidentialisations et requalification, la création d'un équipement public de proximité et l'aménagement de la place des Champs-Plaisants, tendent à renouveler le quartier et à renforcer son attractivité résidentielle.

Engagée dans la lutte contre la dégradation du parc privé, la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais conduit, aux côtés de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en copropriété dégradée (OPAH-CD) dédiée au redressement de la copropriété de l'Orée des Champs situé sur le périmètre du Nouveau programme de renouvellement urbain (NPRU).

Située aux 1, 3 et 5 avenue du 8 mai 1945 à Sens, cette copropriété construite en 1972 est composée d'un bâtiment de dix étages comprenant 140 lots, dont 80 logements, représentant une surface habitable de 5 099 m².

Identifiée depuis plusieurs années comme une copropriété en difficulté, elle cumule des fragilités techniques, financières, sociales et de gestion qui compromettent sa pérennité et les conditions d'habitat de ses occupants. Son redressement constitue ainsi un enjeu majeur de la politique communautaire de l'habitat et participe pleinement aux objectifs poursuivis dans le cadre du Programme Local de l'Habitat ainsi qu'au renouvellement urbain engagé sur le quartier des Champs-Plaisants.

La convention d'OPAH-CD approuvée en octobre 2021 avait pour objet d'actualiser le diagnostic multicritère de la résidence, d'évaluer précisément les besoins d'intervention et de définir une stratégie opérationnelle de redressement.

L'opération poursuit ainsi plusieurs objectifs complémentaires :

- Améliorer durablement le fonctionnement et la gouvernance de la copropriété ;
- Accompagner les propriétaires et prévenir les situations de fragilité ;
- Requalifier durablement le patrimoine bâti ;
- Améliorer la performance énergétique de la résidence ;
- Diminuer les charges supportées par les copropriétaires ;
- Maintenir les ménages dans un logement de qualité.

Depuis sa mise en œuvre, l'ensemble des partenaires se sont fortement mobilisés autour de la copropriété :

- Le syndic de gestion LAMY, chargé de la gestion de la résidence ;
- Le conseil syndical, représentant les copropriétaires ;
- L'opérateur SOLIHA, pour l'accompagnement technique ;
- La filiale sociale de l'opérateur SOLIHA AIS, pour l'accompagnement social des ménages ;
- L'ANAH, pour l'accompagnement administratif et financier ;
- Et la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais, pilote du dispositif.

Les études techniques conduites par le cabinet Gyssels permettent d'apporter de la visibilité sur le programme de travaux nécessaire, d'en préciser le coût ainsi que le plan de financement mobilisable. Ces éléments rendent nécessaire la conclusion d'un avenant à la convention initiale afin d'actualiser et d'affiner les engagements des partenaires et d'intégrer le programme d'intervention.

Ainsi, le programme de travaux retenu comprend notamment l'isolation thermique des façades par l'extérieur, l'isolation de la toiture, le remplacement des menuiseries extérieures, la mise en place d'une ventilation hygroréglable de type B.

L'ensemble de ces travaux ont un coût estimé de 2 293 000 € HT ou 2 522 300 € TTC financé de la façon suivante :

- Participation de l'ANAH estimée : 1 597 969 €

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_36-DE

- Participation de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais au titre de l'OPAH-CD : 300 000 €
- Soit un montant total d'aides publiques de 1 897 969 €, représentant environ 80 % du coût des travaux
- Le reste à charge des copropriétaires s'établit à 983 112 € TTC : 685 825 € de travaux et 297 287 € de frais d'ingénierie, d'assurance et de contrôle non subventionnés par l'ANAH.

La réalisation de ce programme permettra d'améliorer significativement les performances énergétiques de l'immeuble, avec un passage d'une étiquette énergétique F à C, correspondant à un gain énergétique estimé à 55%. L'estimation des gains potentiels coût des charges énergétiques se monte entre 60 et 110 € par mois selon le type d'appartement.

Le démarrage des travaux est envisagé au 1er semestre 2027 pour une durée prévisionnelle de 18 mois.
En complément des travaux, la copropriété bénéficie d'un accompagnement spécifique afin de garantir la réussite de l'opération, à maintenir les habitants dans leur logement et à assurer un redressement durable. Aussi, sera mis en œuvre un accompagnement individuel et personnalisé pour les propriétaires en fonction des besoins relevés lors des diagnostics sociaux et un accompagnement collectif pour tous dans le cadre du savoir-habiter.

Le Conseil communautaire A LA MAJORITE :

ARTICLE 1er :
APPROUVE l'avenant à la convention d'Opération Programmée Copropriété Dégradée de l'Orée des Champs.

ARTICLE 2 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'avenant à la convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriété Dégradée.

ARTICLE 3 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toute décision nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et des dispositifs en découlant.

Annexe :
Avenant à la convention d'OPAH-CD.

Détail des votes :
Nombre de votants : 59
Pour : 56
Contre : 3 (Ludovic MASSARD, Luc BERNIER, et Marine VIGNE)
Abstentions, blancs, nuls : 0
Nombre de suffrages exprimés : 59

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_37-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921800037

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

AMENAGEMENT – Approbation d'une convention de partenariat avec l'association des responsables de copropriétés icaunaises (ARCI)

Rapporteur :
Paul-Antoine de CARVILLE

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 3 : Bonne santé et bien-être
ODD 10 : Inégalités réduites
ODD 11 : Villes et communautés durables
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-1 et suivants relatifs aux établissements publics de coopération intercommunale, ainsi que l'article L. 5211-10 relatif aux attributions du conseil communautaire et l'article L. 2125-1-2 ;

VU les statuts de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais, arrêté N°PREF/DCL/B3CL/2025/0060 du 20 janvier 2025, notamment les compétences exercées en matière d'équilibre social de l'habitat, de politique locale de l'habitat et d'amélioration du parc immobilier existant ;

Considérant le projet de convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération et l'Association des Responsables de Copropriétés Icaunaises, annexé à la présente délibération ;

Considérant que la Maison de l'Habitat constitue un lieu d'information, d'orientation et d'accompagnement des habitants du territoire dans leurs démarches relatives à l'habitat ;

Considérant que l'Association des Responsables de Copropriétés Icaunaises mène des actions d'information, de sensibilisation et d'accompagnement des copropriétaires et des conseils syndicaux, participant ainsi à la prévention des difficultés rencontrées par les copropriétés ;

Considérant que les missions exercées par cette association présentent un intérêt local et s'inscrivent en complémentarité des actions conduites par la Communauté d'agglomération en matière d'amélioration de l'habitat ;

Considérant que la mise à disposition ponctuelle d'un bureau au sein de la Maison de l'Habitat, à raison de trois permanences par an, est de nature à faciliter l'accès des habitants à une information spécialisée, sans générer de contrainte significative pour le fonctionnement du service ;

Considérant qu'en contrepartie de cette mise à disposition, l'association s'engage à transmettre chaque année à la Communauté d'agglomération un bilan de son activité, permettant d'évaluer les actions menées sur le territoire et les besoins constatés auprès des copropriétés ;

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_37-DE

Considérant que cette mise à disposition gratuite constitue un soutien matériel apporté par la Communauté d'agglomération au regard de l'intérêt local présenté par les actions conduites par l'association.

Dans le cadre de sa politique en faveur de l'amélioration de l'habitat et de l'accompagnement des copropriétés du territoire, la Communauté d'agglomération souhaite développer des partenariats avec les acteurs locaux intervenant dans ce domaine.

L'Association des Responsables de Copropriétés Icaunaises (ARCI) œuvre à l'information, au conseil et à l'accompagnement des copropriétaires et des syndics bénévoles. Son action contribue à la prévention des difficultés rencontrées par les copropriétés et complète les missions assurées par la Maison de l'Habitat.

Afin de favoriser cette collaboration, il est proposé de conclure une convention de partenariat prévoyant la mise à disposition, à titre gratuit, d'un bureau au sein de la Maison de l'Habitat, à raison de trois permanences par an organisées par l'association.

En contrepartie, l'association s'engage à transmettre à la Communauté d'agglomération un bilan annuel de son activité sur le territoire, permettant d'apprécier les actions menées, les sollicitations reçues ainsi que les besoins identifiés en matière d'accompagnement des copropriétés.

Il est proposé que la convention soit conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1er :

APPROUVE la convention de partenariat avec l'Association des Responsables de Copropriétés Icaunaises, annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

ARTICLE 3 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toute décision nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et des dispositifs en découlant.

Annexe :
Projet de convention

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_38-DE

En Bourgogne, aux portes de Paris
GRAND SÉNONAIS
L'AGGLOMÉRATION

DÉLIBERATION DU CONSEIL

N°DEL260921800038

Séance du 21 septembre 2026

Date de convocation : 11 septembre 2026

AMENAGEMENT – Subvention ADIL 89 (Agence Départementale d'Information sur le Logement)

Rapporteur :
Paul-Antoine de CARVILLE

Secrétaire de séance :
Jimmy BONNABEAU

Conseillers en exercice : 61
Votants : 59
Présents : 51
Pouvoirs : 8
Absents : 2

Etaient présents :
Paul-Antoine de CARVILLE, Jean-Luc GIVORD, Clarisse QUENTIN, Éric BERTHAULT, Raphaël MAÏSSA, Alexandre BOUCHIER, Michel GRASS, Cyril DUBOS, Nicole LANGEL, Jacques FOUQUART, Isabelle BOULMIER, Laurence SCHOENBERGER, Jimmy BONNABEAU, Danielle POUTHÉ, Sylvain SABARD, Hélène FERCOCQ, Simone MANGEON, Marc BOTIN, Lionel TERRASSON, Guy DIEUDONNÉ, Stéphane PERENNES, Gilles SABATTIER, Corinne BAECKE, Sébastien FRAPPOT, Céline CRIBIER, Denis PARIS, Stéphanie OLIVIER, Jean-Michel VISSE, Ghislaine PIEUX, Sandrine IMBERT, Lionel CHAPEY, Pascale LARCHÉ, Gérard BRUNIN, Ouardiya BOUDJEMLINE arrivée au rapport n°002, Célestin N'GOMA, Fabien LE BOUCHER, Mathilde HÉROUART, Nicolas PICHARD, Charlotte VAILLANT, Oreste PESSAUD, Améline VANLAUWE, Ludovic MASSARD, Marine VIGNE, Luc BERNIER, Steve CAMPAGNE, Nadège NAZE, Sébastien COCHARD, Béatrix SCHANEN-ZEPPA, Fabrice LOISEAU, Flore DER AGOBIAN, Jean-Louis GAUJARD, Gérard GANET, Denis ROLLAND.

Etaient absents excusés ayant donné pouvoir de voter en leur nom :
Gilles PIRMAN pouvoir à Paul-Antoine de CARVILLE, Laurence ETHUIN-COFFINET pouvoir à Clarisse QUENTIN, Jean-Pierre CROST pouvoir à Michel GRASS, Séverine MAINVIS pouvoir à Gilles SABATTIER, Daniele MELAIN pouvoir à Corine BAECKE, Isabelle ITEMAN représentée par Denis ROLLAND, Jean-Michel VISSE pouvoir Stéphanie OLIVIER, Romain CROCCO pouvoir à Ghislaine PIEUX, , Agathe MARCHAND pouvoir à Fabien LE BOUCHER.

Etaient absents excusés
Pascal CROU, Céline CRIBIER, Ouardiya BOUDJEMLINE jusqu'au rapport n°001

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 3 : Bonne santé et bien-être
ODD 10 : Inégalités réduites
ODD 11 : Villes et communautés durables
ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

VU la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, et notamment ses articles 1 à 5 ;

VU le décret n° 2001-351 du 20 avril 2001 relatif à l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat et aux commissions départementales d'amélioration de l'habitat ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, et notamment l'article L. 366-1 régissant la création et les missions des Associations Départementales d'Information sur le Logement (ADIL) ;

VU le courrier du février 2026 de l'ADIL sollicitant une participation financière de 9 518 euros pour l'année 2026 ;

Considérant le bilan 2025 de l'activité juridique de l'ADIL 89 sur le territoire communautaire ;

Considérant que l'ADIL apporte aux habitants une expertise juridique, financière et fiscale reconnue dans l'ensemble des domaines relatifs au logement et à l'habitat, contribuant ainsi à sécuriser les parcours résidentiels ;

Considérant que la présence de l'ADIL au sein de la Maison de l'Habitat permet de proposer aux habitants du Grand Sénonais un service de proximité, complémentaire des dispositifs et services portés par la Communauté d'agglomération et ses partenaires ;

Considérant que cette expertise et cette capacité d'orientation contribuent au repérage, à la prévention et au traitement des situations de mal-logement et participent ainsi pleinement aux objectifs poursuivis par la Communauté d'agglomération en matière d'amélioration de l'habitat et de lutte contre l'habitat indigne ;

Considérant que le soutien financier proposé à l'ADIL se justifie par la qualité et l'intérêt général du service apporté aux habitants du Grand Sénonais et qu'il présente, à ce titre, une portée indépendante des partenariats et actions conduits par ailleurs dans le cadre du Pacte territorial.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_38-DE

La Communauté d'agglomération du Grand Sénonais souhaite poursuivre et renforcer les actions en faveur de l'accès au logement, de la sécurisation des parcours résidentiels et de l'amélioration des conditions d'habitat de ses habitants.

Dans ce cadre, elle propose de poursuivre son soutien financier à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) afin de contribuer à l'animation de la Maison de l'Habitat et au maintien, sur le territoire communautaire, d'un service neutre d'informations et de conseils de proximité ; et ce indépendamment des financements et des engagements inscrits au sein du Pacte Territorial.

L'ADIL constitue un acteur de référence en matière d'information sur le logement et l'habitat. Par son expertise juridique, financière et fiscale, elle apporte aux habitants une information objective et gratuite pour les usagers sur l'ensemble des problématiques liées au logement : accession à la propriété, location, rapports locatifs, prévention des impayés, copropriété, financement des projets, fiscalité immobilière ou encore droits et obligations des propriétaires et des occupants.

La qualité de cet accompagnement constitue un véritable service rendu aux habitants du Grand Sénonais, en permettant notamment de prévenir les situations de fragilité, de sécuriser les projets résidentiels et de faciliter l'accès aux dispositifs et aux droits existants. Le caractère neutre et indépendant de l'information contribue par ailleurs à garantir aux usagers un accompagnement de qualité, quel que soit leur statut, qu'ils soient locataires, propriétaires occupants ou propriétaires bailleurs.

Ainsi, en 2025, 941 consultations ont été effectuées avec comme principaux sujets abordés :

- Les rapports locatifs ;
- Le mal-logement ;
- Et la rénovation énergétique.

Aussi l'intervention de l'ADIL revêt une importance particulière dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'habitat indigne et le logement non décent. Si son expertise permet d'informer et d'orienter les occupants confrontés à des situations de mal-logement, d'identifier les dispositifs et procédures mobilisables, ils occupent également un rôle prépondérant dans la coordination des acteurs susceptibles d'intervenir dans le traitement de ces situations.

À ce titre, l'ADIL participe notamment au dispositif Signal Logement, dont elle assure l'administration, permettant aux ménages confrontés à des situations de logement potentiellement indigne ou non décent de signaler leur situation et de bénéficier d'une orientation adaptée. L'ADIL est également mandaté par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) à l'échelle départementale pour réaliser les visites relatives à la non-décence des logements. Elle joue ainsi un rôle d'interface et d'appui essentiel dans la prévention et le traitement des situations d'habitat indigne.

Le soutien proposé pour soutenir l'ADIL répond ainsi à un objectif plus large que les missions conventionnées dans le cadre du Pacte Territorial pour lequel l'agglomération apporte notamment un concours financier de 32 854 euros axé sur la rénovation énergétique.

Cette participation financière contribuerait ainsi au maintien d'un service de proximité accessible à l'ensemble des habitants du Grand Sénonais et au renforcement du partenariat entre les acteurs locaux de l'habitat.

Le montant de cette participation est fixé par le conseil d'administration de l'ADIL à 9 518 euros, soit une subvention de 0,16 euros par habitant (*59 487 pour le Grand sénonais sur la base de la population INSEE 2021*). Cette contribution apparaît proportionnée au regard de l'intérêt général attaché aux missions exercées par l'ADIL et de la qualité du service apporté aux habitants du territoire.

Le Conseil communautaire A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1er :

APPROUVE la participation financière à hauteur de 9 518 euros à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement, au titre de l'année 2026.

Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026
ID : 089-248900334-20260930-DEL20260921_38-DE

ARTICLE 2 :

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toute décision nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et des dispositifs en découlant.

Fait au siège de l'agglomération,
Le 28/09/2026

Certifié conforme et exécutoire,
Le Président de l'agglomération du Grand Sénonais,
Paul-Antoine de CARVILLE

Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de la communauté d'Agglomération du Grand Sénonais à l'adresse suivante : M. le Président, 21 boulevard du 14 juillet 89100 SENS ou par la voie contentieuse, par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas - BP 61616 - 21016 DIJON CEDEX.